





# **Les instruments économiques pour favoriser la saine alimentation : synthèse des connaissances**

Direction du développement des individus et des communautés

Mars 2017

## **AUTEURE**

Chantal Blouin, chercheure d'établissement  
Direction du développement des individus et des communautés

## **AVEC LA COLLABORATION DE**

Marianne Dubé, technicienne de recherche  
Direction du développement des individus et des communautés

## **SOUS LA COORDINATION DE**

Jean-Pierre Landriault, chef d'unité scientifique  
Direction du développement des individus et des communautés

## **COMITÉ AVISEUR**

Johanne Laguë, adjointe à la qualité et à la programmation scientifique  
Institut national de santé publique du Québec

Rémy Lambert, professeur  
Université Laval

Marie-Claude Paquette, chercheure d'établissement  
Institut national de santé publique du Québec

Pierre-Carl Michaud, professeur  
HEC Montréal

## **MISE EN PAGE**

Diane Daneau, agente administrative  
Direction du développement des individus et des communautés

*Ce document est disponible intégralement en format électronique (PDF) sur le site Web de l'Institut national de santé publique du Québec au : <http://www.inspq.qc.ca>.*

*Les reproductions à des fins d'étude privée ou de recherche sont autorisées en vertu de l'article 29 de la Loi sur le droit d'auteur. Toute autre utilisation doit faire l'objet d'une autorisation du gouvernement du Québec qui détient les droits exclusifs de propriété intellectuelle sur ce document. Cette autorisation peut être obtenue en formulant une demande au guichet central du Service de la gestion des droits d'auteur des Publications du Québec à l'aide d'un formulaire en ligne accessible à l'adresse suivante : <http://www.droitauteur.gouv.qc.ca/autorisation.php>, ou en écrivant un courriel à : [droit.auteur@cspq.gouv.qc.ca](mailto:droit.auteur@cspq.gouv.qc.ca).*

*Les données contenues dans le document peuvent être citées, à condition d'en mentionner la source.*

DÉPÔT LÉGAL – 2<sup>e</sup> TRIMESTRE 2017  
BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES NATIONALES DU QUÉBEC  
ISBN : 978-2-550-78241-4 (PDF)

©Gouvernement du Québec (2017)

## Table des matières

<b>Liste des tableaux</b> .....	<b>III</b>
<b>Faits saillants</b> .....	<b>1</b>
<b>Sommaire</b> .....	<b>3</b>
<b>1 Introduction</b> .....	<b>7</b>
<b>2 Méthodologie</b> .....	<b>9</b>
<b>3 Résultats</b> .....	<b>11</b>
3.1 Taxes nutritionnelles .....	11
3.2 Subvention ou rabais pour achat d'aliments répondant à des critères nutritionnels .....	15
3.3 Distribution gratuite ou à prix réduit de fruits et légumes à l'école.....	18
3.4 Subventions agricoles .....	18
3.5 Autres instruments économiques .....	18
3.6 Les effets différenciés selon certaines caractéristiques de la population.....	19
3.7 Les publications incluant une évaluation économique.....	20
3.8 Les enjeux de mise en œuvre .....	21
<b>4 Recommandations récentes d'organisations de santé reconnues</b> .....	<b>25</b>
<b>5 Discussions des forces et faiblesses de la recension</b> .....	<b>27</b>
<b>6 Conclusion</b> .....	<b>29</b>
<b>7 Références</b> .....	<b>31</b>
<b>Annexe 1 Méthodologie détaillée</b> .....	<b>53</b>
<b>Annexe 2 Tableaux supplémentaires</b> .....	<b>63</b>



## Liste des tableaux

Tableau 1	Nombre de publications recensées selon l'objectif de l'étude.....	11
Tableau 2	Nombre de publications sur l'efficacité des taxes nutritionnelles, nombre de mesures des effets, nombre et proportion des mesures ayant démontré des effets désirés .....	12
Tableau 3	Nombre de publications visant à mesurer l'efficacité des taxes nutritionnelles selon le type de devis utilisé et selon l'efficacité observée .....	14
Tableau 4	Nombre de publications visant à mesurer l'efficacité des taxes nutritionnelles selon la nature de la variable d'effet mesuré et les résultats observés.....	15
Tableau 5	Nombre de publications sur l'efficacité des subventions pour l'achat d'aliments, nombre de mesures des effets, nombre et proportion des mesures ayant démontré des effets désirés.....	16
Tableau 6	Nombre de publications visant à mesurer l'efficacité des subventions pour l'achat d'aliments, selon le type de devis utilisé et selon l'efficacité observée .....	17
Tableau 7	Nombre de publications visant à mesurer l'efficacité des subventions pour l'achat d'aliments selon le type d'effets mesurés et selon l'efficacité observée .....	17
Tableau 8	Nombre de publications visant à mesurer l'efficacité de la distribution gratuite ou à prix réduit de fruits et légumes dans les écoles, selon le type de devis utilisé et selon l'efficacité observée.....	18
Tableau 9	Nombre de publications sur l'efficacité qui mesurent et observent que les effets des instruments économiques varient pour certains groupes .....	20
Tableau 10	Nombre de mesures qui observent que l'instrument est coût efficace.....	21
Tableau 11	Nombre de publications examinant les enjeux de mises en œuvre selon les instruments examinés et les enjeux soulevés.....	23
Tableau 12	Nombre de publications examinant les enjeux de mises en œuvre selon le type de devis de recherche.....	23
Tableau A.1	Stratégie de recherche bibliographique présentée en ordre chronologique de réalisation (réalisée entre le 2 mai 2016 et le 13 juin 2016) .....	58
Tableau A.2	Recherche dans ECONLIT .....	59
Tableau A.3	Recherche dans PUBMED .....	60
Tableau A.4	Nombre de publications selon le pays dans lequel l'instrument est évalué.....	65
Tableau A.5	Nombre de publications sur l'efficacité et sur le rapport coût-efficacité selon l'instrument économique sous examen et nombre de mesures de ces instruments observant les effets désirés .....	66
Tableau A.6	Fréquence de mesures menant à des effets non désirés, selon le type d'instruments et le type d'effet .....	67
Tableau A.7	Milieus visés par l'instrument (ou site de l'étude expérimentale) .....	67



## Faits saillants

Cette synthèse des connaissances vise à informer les décideurs et les praticiens en santé publique de l'éventail des instruments économiques disponibles pour favoriser la saine alimentation. Une analyse descriptive du contenu des études retenues permet de présenter leur efficacité potentielle et les enjeux de mise en œuvre qu'elles soulèvent. Nous entendons par instruments économiques des actions qui modifient directement ou indirectement le prix des aliments.

La recension des écrits a permis de constater que :

- La majorité des études répertoriées révèle au moins un changement positif sur l'alimentation ou la santé suite à la mise en place d'instruments économiques.
- La taxation nutritionnelle est l'instrument économique le plus souvent étudié, qu'il s'agisse de la taxation des boissons sucrées ou d'autres aliments à faible valeur nutritive, la taxation selon la teneur en gras ou en sucre, ou encore selon le nombre de calories. La taxation nutritionnelle mène à des effets positifs sur l'alimentation ou la santé. En effet, 84 % des mesures d'efficacité présentées dans les publications recensées montrent les effets désirés tels que la réduction de la consommation d'aliments visés par la taxe et peu favorables à la santé.
- Les subventions pour les consommateurs ou les rabais pour l'achat d'aliments favorables à la santé sont d'autres instruments économiques fréquemment étudiés. Les 2/3 des mesures d'efficacité recensées dans les études mesurant l'impact des subventions révélaient les effets désirés.
- La distribution sans frais, ou à prix réduit, de fruits et légumes dans les écoles est un instrument économique qui a, quant à lui, été l'objet de dix études. De ce nombre, huit indiquaient une augmentation de la consommation de fruits et légumes chez les élèves à la suite de cette intervention.
- L'acceptabilité sociale est l'enjeu de mise en œuvre qui se retrouve le plus fréquemment sous la loupe des chercheurs, que ce soit pour les taxes ou pour les subventions. Les autres enjeux qui sont soulevés sont : la faisabilité technique, l'équité, l'influence des groupes d'intérêts sur l'adoption ou le maintien des instruments étudiés et les considérations budgétaires.
- Les changements dans l'environnement économique ne représentent qu'un des types d'interventions nécessaires afin de créer des sociétés où les choix alimentaires sains sont plus faciles à faire. Seule la combinaison d'un éventail d'actions et de politiques publiques au niveau local, régional, provincial et fédéral, ciblant les environnements économiques, physiques, socioculturels et politiques, permettra une amélioration majeure de nos habitudes alimentaires.



## Sommaire

Cette synthèse des connaissances vise à informer les décideurs et les praticiens en santé publique de l'éventail des instruments économiques disponibles pour favoriser la saine alimentation. Elle intègre également une présentation de leur efficacité potentielle et des enjeux de mise en œuvre qu'ils soulèvent. Nous entendons par instruments économiques des actions qui modifient directement ou indirectement le prix des aliments. Nous avons recensé 206 publications scientifiques. Chacune de ces publications a été soumise à une grille de codage afin de réaliser une analyse descriptive du contenu de ces publications.

## Résultats

---

La vaste majorité des publications (160/206) avait comme objectif d'évaluer l'efficacité d'un ou plusieurs instruments économiques favorisant la saine alimentation. Moins d'une étude sur dix examinait aussi les résultats des instruments économiques au regard des coûts et bénéfices économiques associés à leur mise en œuvre, alors qu'une quarantaine de publications se penchaient sur les enjeux liés à la mise en œuvre de ces instruments. Plus de la moitié des études ont été menées dans le contexte américain, alors qu'environ le tiers des publications ont été réalisées en Europe. Seulement trois études recensées ont été menées au Canada. Aucune étude ne produisait des résultats spécifiques au contexte québécois.

La taxation nutritionnelle est l'instrument économique le plus souvent étudié (102 études). La taxation des boissons sucrées ou d'autres aliments à faible valeur nutritive, la taxation selon la teneur en gras ou en sucre, ou encore selon le nombre de calories ont toutes été l'objet de travaux de recherche. Dans plus de 80 % des cas, les études ont observé que la taxation fondée sur des critères nutritionnels menait à des effets positifs sur l'alimentation ou la santé, tels que la réduction de la consommation d'aliments visés par la taxe et peu favorables à la santé.

Les subventions aux consommateurs ou les rabais pour l'achat d'aliments favorables à la santé sont d'autres instruments économiques fréquemment étudiés afin d'évaluer s'ils permettent de favoriser la saine alimentation. Nous avons répertorié 69 études mesurant l'impact des subventions dont 25 portaient sur les subventions pour l'achat de fruits et légumes. Les deux tiers des mesures d'efficacité retrouvées dans ces études révélaient des effets désirés.

La distribution sans frais, ou à prix réduit, de fruits et légumes dans les écoles a fait l'objet de dix études répertoriées. La majorité indiquait une augmentation de la consommation de fruits et légumes chez les élèves à la suite de cette intervention. Selon les études recensées, les subventions à la production agricole, quant à elles, ne semblent pas des voies prometteuses pour favoriser la saine alimentation.

Les autres instruments économiques ayant fait l'objet d'études sont : 1) les coupons alimentaires offerts aux ménages à faible revenu, 2) l'interdiction d'utiliser les coupons alimentaires pour des aliments ne répondant pas à des critères nutritionnels, 3) l'élimination des avantages fiscaux pour la publicité pour les aliments défavorables à la santé, 4) les subventions pour faire la promotion des fruits et légumes, 5) les subventions au milieu de garde pour les repas ou collations offerts aux enfants et 6) l'imposition de primes d'assurance maladie qui varient selon les habitudes alimentaires des individus.

Les politiques publiques et les interventions en santé publique jugées efficaces pour la population en général peuvent cependant avoir des effets négatifs ou être sans effet sur certains groupes de la population. Les études recensées révèlent que les effets des instruments économiques sur l'alimentation varient selon le statut socio-économique des individus et leur groupe d'âge et, dans une moindre mesure, selon leur genre.

Nous avons recensé 16 publications qui comportaient une dimension d'évaluation économique dans leur devis de recherche. Ces études ont évalué les instruments selon leurs coûts pour chaque année de vie gagnée, ou selon les coûts pour chaque unité de poids corporel perdue. D'autres examinaient les bénéfices économiques en termes de réduction des coûts de soins de santé découlant de la mise en œuvre de l'instrument. Dans la grande majorité des études, le ratio coût-efficacité des instruments étudiés s'est avéré avantageux.

L'acceptabilité sociale représente l'enjeu de mise en œuvre qui se retrouve le plus fréquemment sous la loupe des chercheurs, que ce soit pour les taxes ou pour les subventions. Les autres enjeux qui sont soulevés dans les publications examinant la mise en œuvre sont : la faisabilité technique, l'équité, l'influence des groupes d'intérêts sur l'adoption ou le maintien des instruments étudiés et les considérations budgétaires.

## Recommandations récentes

---

Dans les dernières années, plusieurs organisations scientifiques ont émis des recommandations concernant les instruments économiques pour favoriser la saine alimentation à partir des données probantes existantes. Ainsi, en 2016, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a publié un rapport présentant les recommandations d'un groupe d'experts qui concluent à un cumul suffisant de données probantes pour justifier la mise en œuvre de taxes sur les boissons sucrées et de subventions sur l'achat de fruits et légumes. La Commission de l'OMS pour mettre fin à l'obésité infantile, un autre groupe d'experts s'étant penché récemment sur les instruments économiques, recommande, elle aussi, aux États-membres de l'OMS, de mettre en place une taxe sur les boissons sucrées.

Aux États-Unis, les ministères de la santé et de l'agriculture ont mandaté un groupe d'experts afin de soutenir le développement de nouvelles lignes directrices sur l'alimentation, l'équivalent du guide alimentaire au Canada. Dans son rapport remis en 2015, ce comité scientifique suggère la taxation des aliments à haute teneur en sucre et en sodium et des incitatifs pour réduire le prix d'achat des fruits et légumes. En 2015, en Angleterre, l'agence scientifique qui conseille le ministère de la santé en promotion de la santé, Public Health England, a produit un rapport qui recommande de limiter les promotions sur le prix des aliments à haute teneur en sucre, en sodium et en gras dans les épiceries, restaurants et autres commerces et d'encourager les promotions sur le prix des aliments plus sains. L'agence recommande aussi l'adoption d'une taxe d'au moins 10 % à 20 % sur les aliments et les boissons à haute teneur en sucre.

## Forces et faiblesses de cette recension

---

Ce portrait des travaux de recherche sur les instruments économiques pouvant favoriser l'adoption d'une meilleure alimentation est fondé sur un exercice rigoureux de collecte et d'analyse des données. Néanmoins, cette recension comporte des limites. Premièrement, aucune étude n'a été réalisée dans le contexte québécois. Deuxièmement, cette recension des écrits n'incluait pas une évaluation de la qualité et de la rigueur des travaux répertoriés. Troisièmement, étant donné que les instruments économiques sont encore peu fréquemment utilisés pour favoriser la saine alimentation,

la majorité des études sont des modélisations ou des études expérimentales qui comportent davantage de limites du point de vue méthodologique que des « expériences naturelles ». Finalement, certaines informations utiles aux décideurs peuvent manquer à cette recension, telles que l'ampleur des effets observés.

## Conclusion

---

Les écrits scientifiques sur les instruments économiques indiquent qu'ils peuvent contribuer à l'adoption de meilleures habitudes alimentaires. En effet, la majorité des études répertoriées dans cette recension révèle au moins un changement positif sur l'alimentation ou la santé suite à la mise en place d'instruments économiques. Toutefois, les changements dans l'environnement économique ne représentent qu'un des types d'interventions nécessaires afin de créer des sociétés où les choix alimentaires sains sont plus faciles à faire. Seule la combinaison d'un éventail d'actions et de politiques publiques au niveau local, régional, provincial et fédéral, ciblant les environnements économiques, physiques, socioculturels et politiques, permettra une amélioration majeure de nos habitudes alimentaires.



## 1 Introduction

Outre la taxation des boissons sucrées, les interventions axées sur l'environnement économique pour influencer les choix alimentaires et l'activité physique ont reçu, au Québec, moins d'attention que les interventions ciblant l'environnement physique et l'environnement socioculturel.

Afin de développer un portefeuille diversifié d'actions environnementales, les praticiens et les décideurs de santé publique doivent avoir en main un portrait des mesures et des instruments économiques les plus efficaces pour soutenir l'adoption et le maintien de saines habitudes de vie. Nous entendons par instruments économiques des actions qui modifient directement ou indirectement le prix des aliments.

Depuis le début des années 2010, de plus en plus de travaux scientifiques ont été menés sur les instruments économiques favorisant la saine alimentation. Ce développement de nouvelles connaissances s'inscrit en cohérence avec l'adoption par l'OMS, en 2013, d'un Plan d'action mondial pour la prévention et le contrôle des maladies non transmissibles. Ce plan propose que « selon le contexte national qui leur est propre, les pays envisagent l'utilisation des instruments économiques qui sont justifiés par les données probantes, ce qui peut inclure les taxes et les subventions, afin d'améliorer l'accès aux choix alimentaires sains et de créer des incitatifs aux comportements associés à un meilleur état de santé et pour décourager les choix moins sains » (WHO, 2013, traduction libre). Il est donc opportun de réaliser maintenant un état des connaissances sur les instruments économiques favorables à la saine alimentation, leur coût-efficacité et les enjeux de mises en œuvre qui s'y rattachent.

Cette synthèse des connaissances vise à informer les décideurs et les praticiens en santé publique de l'éventail des instruments économiques disponibles pour favoriser la saine alimentation et de leur efficacité potentielle. Elle servira aussi de point d'ancrage pour des travaux futurs examinant la faisabilité et l'impact anticipé de la mise en œuvre de certaines de ces mesures dans le contexte québécois.



## 2 Méthodologie

Cette recension des écrits scientifiques sur les instruments économiques favorisant la saine alimentation inclut trois types de publications. Les publications qui évaluent l'efficacité d'un ou de plusieurs instruments économiques forment la première catégorie. Deuxièmement, nous avons recensé les publications qui examinent non seulement l'impact des instruments sur la santé de la population, mais aussi les coûts et les bénéfices économiques associés à leur mise en œuvre. Finalement, les écrits scientifiques qui portent sur différents enjeux liés à la mise en œuvre des instruments économiques forment le troisième type de publications. Les détails sur la stratégie de recherche bibliographique et les autres éléments de la méthodologie utilisée pour réaliser la recension des écrits sont disponibles à l'annexe 1.

Nous avons répertorié 206 publications. Chacune de ces publications a été soumise à une grille de codage (voir figure A.2 dans l'annexe 1) afin de colliger de l'information sur le contenu de ces publications. Notre grille comportait dix dimensions :

- 1) Objectif de la publication (ex. : mesurer l'efficacité, le rapport coût-efficacité ou examiner les enjeux de mise en œuvre)
- 2) Le pays étudié
- 3) La méthodologie utilisée par les chercheurs
- 4) L'instrument économique sous examen
- 5) L'effet mesuré (ex. : la consommation d'aliments défavorables à la santé est mesurée)
- 6) L'effet observé (ex. : l'effet désiré est observé)
- 7) Les effets différenciés (ex. : les effets varient selon le groupe d'âge)
- 8) Le rapport coût-efficacité
- 9) Les enjeux de mise en œuvre examinés par les chercheurs
- 10) Le milieu de vie ciblé

Certaines dimensions de la grille de codage ne s'appliquent qu'à un sous-groupe des publications recensées. Par exemple, la dimension « Les enjeux de mise en œuvre examinés par les chercheurs » ne s'applique qu'aux publications dont l'objectif est l'examen des enjeux de mise en œuvre. De plus, il importe de souligner qu'une même publication peut étudier l'impact de plus d'un type d'instrument économique et peut aussi mesurer plusieurs effets pour un même instrument. Par exemple, une étude sur une subvention pour l'achat de fruits et légumes peut examiner l'effet sur la consommation de fruits et légumes et l'effet sur le nombre de calories consommées.



### 3 Résultats

Parmi les publications scientifiques codées, la vaste majorité (160/206) avait comme objectif d'évaluer l'efficacité d'un ou plusieurs instruments économiques favorisant la saine alimentation (tableau 1). Seulement un petit nombre d'études (16) examinait l'efficacité des instruments économiques, alors qu'une quarantaine de publications examinaient des enjeux liés à la mise en œuvre de ces instruments.

La majorité des études (107/206) ont été menées dans le contexte américain, alors que plus de soixante-dix publications ont été réalisées dans une douzaine de pays européens (tableau A.4 à l'annexe 2). Quelques études ont été réalisées dans des pays émergents (Mexique, Brésil, Chine) et seulement trois études recensées ont été menées au Canada. Aucune étude ne produisait des résultats spécifiques au contexte québécois.

**Tableau 1** Nombre de publications recensées selon l'objectif de l'étude

**N = 206 publications\***

Type d'objectif	Fréquence
Mesurer l'efficacité des instruments économiques sur la saine alimentation	160
Mesurer le rapport coût-efficacité des instruments économiques	16
Examiner des enjeux liés à la mise en œuvre d'instruments économiques	40

\* Certaines publications (10) visaient plus d'un objectif, donc le total des fréquences dans le tableau 1 dépasse le nombre de publications codées.

Les sections suivantes présentent l'information détaillée provenant de notre recension en huit parties. En premier lieu, nous décrivons les résultats de notre cueillette de données qui portent sur la taxe nutritionnelle. Les résultats pour les subventions pour l'achat d'aliments, la distribution de fruits et légumes dans les écoles et les subventions agricoles sont présentés dans les sections suivantes. La cinquième partie expose les résultats pour les instruments ayant fait l'objet d'un petit nombre d'études. Ensuite, nous examinerons dans quelle mesure les chercheurs ont mesuré et observé des effets variables des instruments économiques selon le groupe sociodémographique étudié. Les résultats quant à l'évaluation économique des instruments se retrouvent dans la septième section. Nous terminons par un examen des résultats des travaux sur la mise en œuvre des instruments économiques.

#### 3.1 Taxes nutritionnelles

Lorsqu'on examine les types d'instruments économiques qui ont été soumis à des évaluations d'efficacité, on remarque que la taxation afin de favoriser l'adoption de meilleures habitudes alimentaires est l'instrument le plus étudié (tableau A.5 en annexe 2). Plus de cent (104) publications incluent l'évaluation d'au moins un instrument de taxation comme outil pour influencer les choix alimentaires (certaines publications sur la taxation évaluaient plus d'un type de taxation).

Certains travaux (30) portent sur les taxes nutritionnelles de façon plus générale<sup>1</sup>, alors que d'autres études analysent de manière spécifique les aliments ou les nutriments faisant l'objet d'une taxe (tableau 2). La taxe sur les boissons sucrées a retenu l'attention avec plus de 36 études qui s'y intéressent. Une taxe sur d'autres aliments que la boisson sucrée (par exemple la malbouffe) a fait l'objet de 16 publications. Les taxes sur les nutriments, c'est-à-dire sur la teneur en gras (16 études), sur les calories (5 études) et la teneur en sucre (3 études) s'ajoutent à cette catégorie de même qu'une publication sur la taxation des repas servis au restaurant (en opposition aux repas préparés à la maison).

La grande majorité des études sur les taxes nutritionnelles concluent que cet instrument est associé avec des effets désirés (voir tableau 2). Les études utilisent souvent plus d'un indicateur pour mesurer si un instrument économique atteint les objectifs désirés. Par exemple, les chercheurs peuvent vérifier si l'application de l'instrument affecte la consommation d'aliments peu favorables à la santé, le nombre de calories consommées, le poids corporel de la population exposée à la taxe, ou encore, la prévalence de certaines maladies comme le diabète.

**Tableau 2 Nombre de publications sur l'efficacité des taxes nutritionnelles, nombre de mesures des effets, nombre et proportion des mesures ayant démontré des effets désirés**

**N = 104 publications**

Instrument	Nbre de publications*	Nbre de mesures	Mesures avec effets désirés	
			n	%
Taxation des boissons sucrées	36	63	53	84,1
Taxes nutritionnelles générales	30	40	35	87,5
Taxes nutritionnelles sur un ou des aliments (autres que les boissons sucrées)	16	25	17	68,0
Taxes nutritionnelles sur le gras	16	19	18	94,7
Taxes nutritionnelles sur les calories	5	5	5	100,0
Taxes nutritionnelles sur le sucre	3	4	4	100,0
Taxation des repas aux restaurants (vs repas préparés à la maison)	1	1	1	100,0
<b>TOTAL</b>	<b>107</b>	<b>157</b>	<b>133</b>	<b>84,7</b>

\* Une publication peut porter sur plusieurs instruments. Une publication peut également mesurer plus d'une fois le même instrument selon différents types d'effet.

À partir des 36 publications qui ont mesuré les impacts de la taxation des boissons sucrées, nous avons codé 63 mesures d'effets différentes (tableau 2). De ces 63 mesures, les chercheurs ont observé que la taxation des boissons sucrées menait à des effets désirés, tels que la réduction de la consommation des boissons sucrées, dans 84 % des cas (53 mesures sur 63). La catégorie « taxes nutritionnelles générales » inclut 40 mesures, dont 87,5 % sont associés à des effets désirés. Finalement, pour ce qui est des mesures des taxes nutritionnelles sur un ou des aliments autres que

<sup>1</sup> La catégorie « taxe nutritionnelle générale » dans le tableau 2 regroupe toutes ces études. Elle inclut les études qui examinent la taxation de plusieurs nutriments ou plusieurs aliments et les études sur les taxes élaborées à partir d'indices de qualité nutritionnelle. On y retrouve aussi les taxes nutritionnelles qui ne peuvent pas être classées dans les autres catégories.

des boissons sucrées, les chercheurs ont observé des effets désirés dans près de 68 % des cas (17/25 mesures).

Notons ici que la grille de codage que nous avons utilisée pour colliger l'information ne visait pas à quantifier les effets observés par les études. L'objectif de la recension n'était pas de comparer l'ampleur des effets produits par les instruments économiques sur la consommation d'aliments, le poids corporel ou d'autres indicateurs de santé de la population.

Toutefois, nous avons codé 5 mesures d'impact d'une taxe nutritionnelle où les chercheurs ont observé des effets non désirés (voir tableau A.6 en annexe 2). Par exemple, dans leur étude modélisant différents scénarios de taxation et de subvention au Royaume-Uni, Nnoaham et ses collaborateurs (2009) ont constaté que l'imposition de taxes sur les aliments de moindre qualité nutritionnelle amènerait une réduction de la consommation de fruits et légumes, car elle diminue les revenus disponibles pour l'achat de fruits et légumes. Par contre, si la taxation est combinée à une subvention des fruits et légumes, ils ont observé une augmentation de la consommation des produits maraichers.

Si l'on examine de plus près les 104 études sur l'efficacité des taxes nutritionnelles, on observe certaines différences quant aux devis de recherche qu'elles ont adoptés. Ces études ont utilisé essentiellement trois catégories de devis de recherche : la modélisation, les études expérimentales et les expériences naturelles. Pour cette dernière catégorie, l'intervention a été mise en œuvre non pas dans des conditions contrôlées comme un laboratoire, mais dans un contexte réel.

La modélisation est la méthode la plus souvent utilisée dans les devis de recherche sur la taxation : 67 des 104 publications y ont recours (tableau 3). Étant donné que les taxes nutritionnelles n'ont commencé à être appliquées dans quelques pays que récemment, il n'est pas surprenant que les chercheurs aient souvent recours à des simulations pour estimer l'impact de la mise en œuvre de telles taxes. Ils simulent l'impact de la taxe sur des variables dépendantes telles que le prix de l'aliment, son niveau de consommation, l'état de santé de la population ou le poids corporel de la population. Afin de produire ces modélisations, les chercheurs utilisent une grande variété de types de données incluant des données de consommation, des données sur le prix et les ventes de certains aliments, des données sur la composition nutritionnelle des aliments, des données d'enquête sur la santé de la population ou des données sur l'élasticité prix de certains aliments. Par exemple, l'équipe de chercheurs du Ministère américain de l'Agriculture (Dong et Lin, 2009) a bâti un modèle statistique des consommateurs américains à partir des données de ventes de fruits et légumes de la firme Nielsen. Ce modèle intégrait la réponse des consommateurs aux changements de prix selon leur niveau de revenu. À partir de ce modèle, ils ont calculé qu'une subvention de 10 % pour l'achat de fruits et légumes augmenterait la consommation de fruits (2,1 à 5,2 %) et de légumes (2,1 à 4,9 %) chez les ménages à faible revenu.

Les 17 études fondées sur des expériences naturelles se sont penchées sur le cas des pays dans lesquels des taxes nutritionnelles ont été mises en œuvre telles que le Mexique, le Danemark, la Hongrie et la France. Ces études observent les changements qui suivent la mise en œuvre de la taxation et tentent, grâce à différentes techniques statistiques, d'isoler les effets attribuables à l'adoption de cette taxe. Douze des 17 études de ce type observaient des effets désirés (tableau 3).

Dans les études expérimentales (15 publications), des individus participent à des expériences en laboratoire qui tentent de recréer une situation similaire à la taxation afin de tester de quelles manières les individus réagissent à différents scénarios de prix pour différents aliments. Ces laboratoires peuvent être des lieux physiques ou dans certains cas, des laboratoires virtuels lorsque

les sujets participent en ligne. L'expérience peut aussi être réalisée dans un milieu tel qu'une cafétéria d'école ou une épicerie dans laquelle les chercheurs peuvent contrôler une grande partie des variables d'intérêt.

Notons ici que les trois types de devis possèdent leurs forces et leurs faiblesses du point de vue méthodologique, mais les limites à la validité des devis peuvent être plus importantes pour les études de modélisation et les études expérimentales. En effet, les études de modélisation dépendent d'un nombre important de postulats, dont plusieurs peuvent ne pas avoir été testés empiriquement. Les études expérimentales, quant à elles, ne sont pas en mesure d'intégrer dans leur analyse l'ensemble des facteurs qui influencent l'efficacité des instruments économiques dans le monde « réel », telles que l'impact d'une taxe sur les normes sociales envers le produit taxé par exemple. Les études fondées sur des expériences naturelles sont donc à privilégier (Mytton, 2014, Schemilt, 2015).

**Tableau 3 Nombre de publications visant à mesurer l'efficacité des taxes nutritionnelles selon le type de devis utilisé et selon l'efficacité observée**

**N = 104 publications**

Type de devis utilisé	Nombre de publications évaluant les taxes nutritionnelles*		Nombre de publications évaluant la taxation des boissons sucrées	
	Total	Avec effets désirés	Total	Avec effets désirés
Modélisation économique	46	40	21	20
Études expérimentales	13	12	2	2
Expériences naturelles	4	4	13	8
Modèle théorique	3	3	0	0
Sondage ou Enquête	1	1	0	0
Étude longitudinale	1	1	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>69</b>	<b>62</b>	<b>36</b>	<b>31</b>

\* Inclut toutes les publications sur les taxes nutritionnelles sauf celles portant sur la taxation des boissons sucrées. Une étude mesure à la fois l'impact de la taxation des boissons sucrées et un autre type de taxe nutritionnelle et se retrouve dans les deux colonnes.

Dans notre grille de codage, nous avons examiné le type d'indicateur que les chercheurs avaient utilisé dans leur devis de recherche. On remarque au tableau 4 que l'effet que l'on cherche le plus souvent à mesurer est la diminution de la consommation d'aliments défavorables à la santé (56 mesures). L'impact de la taxe sur le poids corporel de la population (mesuré selon l'indice de masse corporelle ou selon le tour de taille) et sur le nombre de calories consommées sont les deux autres types de mesures souvent employés (respectivement à 36 et 20 reprises). D'autres variables d'intérêts incluent les revenus générés pour les autorités publiques par la taxe, l'effet sur la consommation d'aliments favorables à la santé, la qualité nutritionnelle de l'alimentation en générale (mesurée par des indices de qualité nutritionnelle), la prévalence de certains problèmes de santé tels que le diabète ou l'hypertension.

On pourrait s'attendre à ce que l'impact sur un indicateur comme la prévalence de l'obésité soit plus difficile à associer à la taxation qu'une variable dépendante plus directe telle que la diminution de la consommation d'aliments peu favorables à la santé. Cependant, on observe au tableau 4 que pour ces deux mesures, la proportion d'études affichant les effets escomptés est similaire (environ 70 %

des mesures). Toutes les études (20/20) ayant utilisé le nombre de calories consommées comme mesure d'effet d'une taxe nutritionnelle ont montré une réduction de l'apport calorique. La capacité de la taxation à générer des revenus pour les autorités publiques a aussi été observée dans 100 % des études qui se sont penchées sur cette question.

**Tableau 4 Nombre de publications visant à mesurer l'efficacité des taxes nutritionnelles selon la nature de la variable d'effet mesuré et les résultats observés**

**N = 104 publications\***

Type d'effet	Nombre d'études évaluant les taxes nutritionnelles**		Nombre d'études évaluant la taxation des boissons sucrées	
	Total	Avec effets désirés	Total	Avec effets désirés
Consommation d'aliments peu favorables à la santé	33	29	23	17
Mesure de poids (ex. : IMC ou tour de taille)	18	12	18	14
Consommation d'aliments favorables à la santé	12	10	0	0
Nombre de calories consommées	10	10	10	10
Mesure physiologique (ex. : diagnostic de diabète)	8	7	1	1
Qualité générale de l'alimentation	6	5	1	1
Revenus générés pour les autorités publiques	2	2	7	7
Vente d'aliments	1	1	1	1
Dépenses médicales	1	1	0	0
Prix des aliments	0	0	2	2

\* Une publication peut utiliser plusieurs mesures. Les totaux (154 mesures) du tableau 4 sont donc plus élevés que le nombre de publications (104 publications).

\*\* Inclut toutes les publications sur les taxes nutritionnelles sauf celles portant sur la taxation des boissons sucrées. Une étude mesure à la fois l'impact de la taxation des boissons sucrées et un autre type de taxe nutritionnelle et se retrouve dans les deux colonnes.

### 3.2 Subvention ou rabais pour achat d'aliments répondant à des critères nutritionnels

Le deuxième type d'instrument économique le plus souvent étudié est une subvention, ou un rabais, pour l'achat d'aliments répondant à des critères nutritionnels. En tout, 69 publications se penchent sur l'efficacité de ces subventions dont 25 examinent plus particulièrement l'effet des subventions sur l'achat de fruits et légumes uniquement (tableau 5).

Les subventions ou rabais pour l'achat d'aliments peuvent prendre plusieurs formes telles que des coupons d'achat à l'épicerie ou au marché public, la réduction ou l'élimination de la taxe de vente sur des produits favorables à la santé, la réduction des prix des « options santé » à la cafétéria ou dans les machines distributrices. Dans tous les cas, elles ont un aspect incitatif (c'est-à-dire elles visent à faciliter les choix plus sains) plutôt que dissuasif (c'est-à-dire créer des obstacles aux choix moins sains). Les critères nutritionnels utilisés par les chercheurs varient beaucoup. Certains utilisent des indices de qualité nutritionnelle alors que d'autres privilégient des types d'aliments spécifiques ou

encore la faible teneur en gras ou la haute teneur en fibre des aliments. La taille de l'incitatif financier varie elle aussi énormément : les réductions de prix peuvent varier de quelques pourcentages à 50 %.

**Tableau 5** Nombre de publications sur l'efficacité des subventions pour l'achat d'aliments, nombre de mesures des effets, nombre et proportion des mesures ayant démontré des effets désirés

**N = 69 publications**

Instrument	Nbre de publications	Nbre de mesures	Mesures avec effets désirés	
			N	%
Subventions (ou rabais) pour l'achat d'aliments répondant à des critères nutritionnels	44	62	42	67,7
Subventions (ou rabais) pour l'achat de fruits et légumes	25	35	23	65,7
<b>TOTAL</b>	<b>69</b>	<b>97</b>	<b>65</b>	<b>67,0</b>

La majorité des travaux recensés sur les mesures incitatives concluent qu'ils parviennent à atteindre les objectifs. Si l'on examine les subventions sur les aliments favorables à la santé autre que les fruits et légumes, nous avons codé 62 mesures provenant de 44 publications distinctes. Pour 68 % de ces mesures, les chercheurs ont constaté que la subvention entraînait les effets désirés, tels qu'une plus grande consommation d'aliments favorables à la santé (tableau 5). En ce qui a trait aux subventions pour l'achat de fruits et légumes, nous avons codé 35 mesures provenant de 25 publications : pour 23 des 35 mesures, les chercheurs ont constaté qu'une subvention ou un rabais pour l'achat de fruits ou de légumes menait aux effets désirés. Cependant, nous avons aussi recensé 9 mesures d'effets non désirés (tableau A.6 en annexe 2). Par exemple, l'étude expérimentale menée aux Pays-Bas par Waterlander et ses collaborateurs (2013 b) observe que même si les rabais sur les aliments favorables à la santé augmentent la consommation de ces aliments, ces rabais sont cependant également associés à un panier d'épicerie qui compte plus de calories au total.

Les publications sur les subventions ou les rabais à l'achat d'aliments favorables à la santé ont fréquemment été réalisées à l'aide de devis de recherche expérimentaux : 35 des 69 publications sur ces mesures incitatives ont déployé ce type de devis (tableau 6). La modélisation économique compte pour 26 des 69 publications; à cela s'ajoutent 5 expériences naturelles.

**Tableau 6** Nombre de publications visant à mesurer l'efficacité des subventions pour l'achat d'aliments, selon le type de devis utilisé et selon l'efficacité observée

N = 69 publications

Type de devis utilisé	Nombre d'études évaluant les subventions pour l'achat d'aliments répondant à des critères nutritionnels		Nombre d'études évaluant subventions pour l'achat de fruits et légumes	
	Total	Avec effets désirés	Total	Avec effets désirés
Études expérimentales	28	24	7	4
Modélisation économique	11	10	15	13
Expériences naturelles	3	3	2	2
Sondage ou Enquête	1	0	1	1
Modèle théorique	1	0	0	0

Pour ce qui est de l'indicateur utilisé par les chercheurs pour vérifier si les subventions peuvent amener des changements d'habitudes alimentaires, l'augmentation de la consommation d'aliments favorables à la santé est, de loin, l'indicateur le plus fréquemment utilisé (tableau 7). Sur 69 publications, 53 utilisent cette mesure. Huit études examinent l'impact d'une subvention pour l'achat d'aliments sains sur la réduction de la consommation d'aliments peu favorables à la santé : de ce nombre, seulement 3 ont observé cet effet. Contrairement à ce que l'on observe pour les travaux sur la taxation nutritionnelle, les subventions ne semblent pas entraîner de réduction du nombre de calories consommées : en effet, 2 mesures sur 11 seulement ont observé cet effet.

**Tableau 7** Nombre de publications visant à mesurer l'efficacité des subventions pour l'achat d'aliments selon le type d'effets mesurés et selon l'efficacité observée

N = 69 publications

Type d'effet	Nombre d'études évaluant les subventions/rabais pour l'achat d'aliments répondant à des critères nutritionnels		Nombre d'études évaluant subventions/rabais pour l'achat de fruits et légumes	
	Total	Avec effets désirés	Total	Avec effets désirés
Consommation d'aliments favorables à la santé	39	34	14	11
Consommation d'aliments peu favorables à la santé	8	3	0	0
Nombre de calories consommées	7	1	4	1
Mesure de poids (ex. : IMC ou tour de taille)	5	2	8	5
Qualité générale de l'alimentation	2	1	3	2
Mesure physiologique (ex. : diagnostic de diabète)	1	1	4	3
Autres	0	0	1	1

### 3.3 Distribution gratuite ou à prix réduit de fruits et légumes à l'école

La distribution gratuite, ou à prix réduit, de fruits et légumes dans les écoles a fait l'objet de 10 études (tableau 8). Quatre de ces 10 publications portaient sur l'expérience norvégienne, car cette intervention a fait l'objet d'études de suivi 1 an, 3 ans et 7 ans après l'intervention (Bere et collab., 2005, 2006, 2007, 2015). La majorité de ces travaux observaient des effets positifs sur la consommation de fruits et légumes des enfants et des jeunes exposés à l'intervention.

**Tableau 8** Nombre de publications visant à mesurer l'efficacité de la distribution gratuite ou à prix réduit de fruits et légumes dans les écoles, selon le type de devis utilisé et selon l'efficacité observée

**N = 10 publications**

Type de devis utilisé	Nombre d'études évaluant la distribution gratuite ou à prix réduit de fruits et légumes dans les écoles	
	Total	Avec effets désirés
Expériences naturelles	6	4
Sondage ou enquête	3	3
Études expérimentales	1	1

### 3.4 Subventions agricoles

L'élimination des subventions agricoles existantes ou l'ajout de subventions pour la production agricole a été examiné dans sept des publications recensées. Soulignons ici que contrairement aux autres instruments, les subventions agricoles n'ont pas été mises en œuvre en visant des objectifs d'amélioration de la qualité de l'alimentation, mais pour une diversité d'autres objectifs économiques, politiques ou sécuritaires. Néanmoins, un débat politique a eu lieu il y a quelques années concernant l'impact des subventions à la production agricole sur la transformation du système alimentaire et conséquemment sur la diète des individus. Une recension de ces écrits sur cette question, publiée en 2011 par l'Institut national de santé publique (Gervais, 2011), montrait qu'en général ces subventions à la production avaient eu un impact à la baisse sur le prix des denrées agricoles sans que cette baisse ne se traduise directement par une diminution du prix des aliments dans les marchés d'alimentation (Gervais, 2011). Notre synthèse de connaissance renforce ce constat. La majorité des 7 études que nous avons codées n'observaient pas d'effets associés à ce type d'instrument (4 mesures) ou des effets non désirés (3 mesures) (tableaux A.5 et A.6 en annexe 2).

### 3.5 Autres instruments économiques

Finalement, certains instruments n'ont fait l'objet que de quelques évaluations de leur efficacité (voir tableau A.5 en annexe 2). Trois études examinaient si les coupons alimentaires offerts aux ménages à faible revenu favorisaient la saine alimentation. Elles ont toutes observé des effets positifs. Deux études américaines ont évalué l'interdiction d'utiliser les bons alimentaires pour des aliments ne répondant pas à des critères nutritionnels. Pour 5 des 6 mesures observées dans ces publications, les auteurs constatent que ces interdictions entraînent des effets désirés. Deux publications se sont penchées sur l'élimination des avantages fiscaux pour la publicité des aliments défavorables à la santé et deux autres sur les subventions offertes pour faire la promotion des fruits et légumes. Elles observent aussi des effets désirés. Il en va de même pour l'étude sur les subventions au milieu de

garde pour les repas ou collations offerts aux enfants et celle sur l'imposition de primes d'assurance maladie qui varient selon les habitudes alimentaires des individus.

### 3.6 Les effets différenciés selon certaines caractéristiques de la population

---

Les politiques publiques et les interventions en santé publique jugées efficaces pour la population en général peuvent avoir des effets négatifs, ou être sans effet, sur certains groupes de la population. De même, certaines mesures ayant peu ou pas d'effets sur la population en général peuvent se révéler efficaces pour certains segments de la population. Nous avons vérifié si les études sur l'efficacité des mesures économiques intégraient ces considérations dans leur devis de recherche (tableau 9). Nous avons constaté qu'un certain nombre d'études examinaient la présence ou non d'effets différenciés selon le statut socio-économique des ménages ou des individus (49/168 études). Dans une moindre mesure, les chercheurs ont analysé les effets sexo-spécifiques (14 études), les effets selon le groupe d'âge (15 études) ou selon d'autres variables sociodémographiques (par exemple, l'ethnicité, la région de résidence, ou le poids corporel des individus) (20 études). Dans la majorité des cas, les chercheurs ont observé des effets différenciés.

En général, les chercheurs concluent que les ménages à faible revenu ont plus tendance à modifier leurs achats lorsque l'on augmente ou réduit le prix des aliments. Par exemple, la taxe imposée sur les aliments à forte teneur en sucre et sodium en Hongrie a mené à une réduction de la consommation de ces aliments et une augmentation de la consommation des aliments peu transformés. Cette réduction est beaucoup plus importante chez les ménages à faible revenu (Biro, 2015). De même, la réduction de l'achat de boissons sucrées suite à l'introduction d'une taxe au Mexique est beaucoup plus marquée chez les ménages à faible revenu et peu scolarisés (Colchero, 2016). Une étude américaine sur le prix du lait démontre aussi qu'une taxe sur les produits laitiers à plus forte teneur en gras a plus d'impact chez les familles avec les revenus les plus faibles que dans la population en général (Khan, 2015).

L'effet positif plus marqué sur l'alimentation des ménages les moins nantis ne s'observe pas seulement dans le cas des taxes nutritionnelles. Les études sur les subventions pour l'achat d'aliments favorables observent aussi que ces ménages sont plus sensibles aux changements dans les prix. Ainsi, une étude de modélisation réalisée en Suède note que ces ménages retirent plus de bénéfices des subventions pour l'achat de produits céréaliers à grain entiers que les ménages avec plus de revenus (Nordstrom, 2011).

Néanmoins, des questions ont été soulevées quant à l'équité et au caractère régressif des taxes nutritionnelles, c'est-à-dire qu'elles peuvent mener à ce que les moins nantis soient proportionnellement plus taxés (Franck, 2013b). Une des propositions qui est souvent mise de l'avant pour contrecarrer cet effet possible est de s'assurer que les revenus générés par les taxes nutritionnelles financent des interventions qui ciblent explicitement les populations défavorisées telles que des subventions pour l'achat de fruits et légumes.

**Tableau 9 Nombre de publications sur l'efficacité qui mesurent et observent que les effets des instruments économiques varient pour certains groupes**

**N = 168 publications**

	Études mesurant des effets différenciés (n)	Études observant des effets différenciés (n)	Études observant des effets différenciés (%)
Effets varient selon le sexe	14	9	64,0
Effets varient selon le groupe d'âge	15	12	80,0
Effets varient selon le groupe socio-économique	49	42	86,0
Effets varient selon une autre variable	20	19	95,0

### 3.7 Les publications incluant une évaluation économique

Nous avons recensé 16 publications qui comportaient une dimension d'évaluation économique dans leur devis de recherche. Les évaluations économiques des interventions en prévention et promotion de la santé peuvent prendre quatre formes principales : l'analyse de minimisation des coûts, l'analyse coût-bénéfice, l'analyse coût-efficacité et l'analyse coût-utilité (voir l'encadré ci-dessous). La majorité des 16 études recensées ont évalué les instruments sous examen selon leurs coûts pour chaque année de vie gagnée, (ajustée en fonction de la qualité de vie, en anglais « Disability-adjusted life-years » or « Quality-adjusted life-years ») ou selon les coûts pour chaque unité de poids corporel perdue (réduction d'une unité de l'indice de masse corporelle). D'autres examinaient les bénéfices économiques en termes de réduction des coûts de soins de santé que permettrait la mise en œuvre de l'instrument.

#### Quatre types d'évaluation économique

L'analyse de minimisation des coûts classe selon leurs coûts les options ayant, croit-on, les mêmes effets directs et indirects. L'option la moins coûteuse est considérée comme la plus efficiente.

L'analyse coût-bénéfice représente tous les coûts et bénéfices en dollars (...). Elle classe ensuite les options politiques selon leur valeur actuelle nette (les bénéfices moins les coûts) ou selon leur ratio-bénéfices/coûts (les bénéfices divisés par les coûts). Une valeur actuelle nette de plus de 0 \$ ou un ratio-bénéfices/coûts de plus de 1 signifie que l'option est rentable.

L'analyse coût-efficacité classe des options visant le même objectif, selon un ratio de coût pour obtenir un gain X, où X peut être n'importe quelle unité de mesure naturelle (ex. : années de vie gagnées).

L'analyse coût-utilité classe les options de politiques selon leurs coûts pour chaque année de vie ajustée en fonction de la qualité gagnée (AVAQ, DALY ou QALY en anglais) ou évalue si une option demeure sous un seuil d'efficacité donné (ex : 50 000 \$/AVAQ).

Extraits de Rozworski, 2014

Dans ce corpus de 16 publications, les auteurs ont effectué 28 mesures d'évaluation économique (tableau 10). Les instruments se sont révélés coût-efficaces dans 25 des cas. Par exemple, Magnus et ses collaborateurs (2015) ont estimé que le rapport coût-efficacité d'un programme de rabais de 20 % pour l'achat de fruits, légumes, boissons diètes et d'eau pour les ménages autochtones en Australie se situerait sous le seuil de 50 000 \$ par année de vie gagnée ajustée en fonction de l'incapacité, et serait donc une politique coût-efficace pour l'Australie. Gortmaker et ses collaborateurs (2015) quant à eux se sont penchés sur deux instruments : la taxe sur les boissons sucrées et l'élimination des avantages fiscaux pour la publicité pour les aliments défavorables à la santé. Ils ont constaté que ces instruments avaient un rapport coût-efficacité avantageux en termes de coût en dollars pour chaque unité d'IMC en moins dans la population.

**Tableau 10** Nombre de mesures qui observent que l'instrument est coût efficace

**N = 16 publications\***

Instrument	L'instrument est coût efficace (n)	L'instrument n'est pas coût efficace (n)
Taxes nutritionnelles sur le gras	5	0
Subventions (ou rabais) pour l'achat de fruits et légumes	5	2
Taxation des boissons sucrées	4	0
Taxes nutritionnelles	2	0
Subventions (ou rabais) pour l'achat d'aliments répondants à des critères nutritionnels	2	0
Taxes nutritionnelles sur le sucre	2	0
Élimination des avantages fiscaux pour la publicité pour les aliments défavorables à la santé	2	0
Taxes nutritionnelles sur les calories	1	0
Subventions agricoles	0	1
Variation des primes d'assurances selon les habitudes alimentaires	1	0
Employeur offre des repas sains à emporter	1	0
<b>TOTAL</b>	<b>25</b>	<b>3</b>

\* Une publication peut mesurer plusieurs instruments.

### 3.8 Les enjeux de mise en œuvre

Notre recension des écrits a répertorié 40 publications qui examinent les enjeux de mise en œuvre associés aux instruments économiques utilisés pour favoriser la saine alimentation. Étant donné que la taxation nutritionnelle a reçu beaucoup d'attention dans les milieux de la recherche et chez les praticiens en santé publique depuis les 10 dernières années, il n'est pas surprenant de constater que la majorité des publications sur la mise en œuvre concerne cet instrument (tableau 11).

L'acceptabilité sociale est l'enjeu qui est le plus fréquemment sous la loupe des chercheurs, que ce soit pour les taxes ou pour les subventions. Ces études reposent souvent sur des sondages afin d'évaluer le niveau d'acceptabilité par la population. Par exemple, Barry et ses collaborateurs (2013) ont mené un sondage d'opinion en 2011 auprès d'un échantillon représentatif de la population américaine afin d'évaluer leur appui aux arguments pour ou contre l'application d'une taxe sur les boissons sucrées. Ils ont observé que les répondants sont plus nombreux à appuyer les arguments

contre cette taxe que les arguments qui justifient sa mise en œuvre, concluant à l'importance du cadrage des enjeux liés à la taxation pour susciter l'adhésion à cette politique publique. D'autres chercheurs examinent les facteurs qui peuvent affecter l'acceptabilité sociale des instruments économiques. Ainsi, Bos et ses collaborateurs (2015) ont mené un sondage aux Pays-Bas qui démontrait que l'acceptabilité pour les taxes nutritionnelles augmente lorsque les individus perçoivent ce type de mesures comme étant efficace et comme étant équitable. Une enquête française sur la taxation des boissons sucrées ajoute un autre facteur qui influence l'acceptabilité sociale : l'utilisation des revenus générés par les taxes nutritionnelles (Julia, 2015). Les chercheurs observent que la moitié des participants soutiennent cette taxe mais que leur nombre augmente à plus de 70% si on stipule que les revenus générés par la taxe serviront à améliorer le système de soins de santé ou encore à diminuer le prix des aliments favorables à la santé.

Une vaste enquête européenne sur l'acceptabilité des interventions pour améliorer l'alimentation de la population, incluant les interventions économiques, note que les Européens en général soutiennent les interventions dans ce domaine incluant les subventions et les mesures fiscales. Les croyances des individus quant aux causes de l'obésité influencent leur attitude envers les interventions (Mazzochi, 2015). Ainsi, ceux qui attribuent la montée de l'obésité à des causes environnementales plutôt qu'à des causes individuelles, ont une attitude plus positive à l'égard des actions en promotion de la saine alimentation, en particulier à l'égard des actions plus contraignantes telles que la fiscalité nutritionnelle. Les liens entre les croyances quant aux causes de l'obésité et l'acceptabilité des actions à mettre en œuvre ont aussi été constatés dans le contexte américain (Barry, 2009).

Outre l'acceptabilité sociale, les autres enjeux de mises en œuvre soulevés par les chercheurs ou leurs sujets concernant la taxation sont la faisabilité technique, l'équité, l'influence des groupes d'intérêts sur l'adoption ou le maintien de la politique, les considérations budgétaires ou les différentes modalités pour mettre en œuvre la taxe. Par exemple, Bodker et ses collaborateurs (2015) ont étudié l'adoption, la mise en œuvre et le retrait de la taxe sur les aliments selon leur teneur en gras au Danemark. Ils soulignent l'importance des actions de l'industrie agroalimentaire, opposée à la taxe, comme variable pour comprendre la difficulté à la mettre en œuvre et expliquer son retrait.

Les taxes nutritionnelles sont le type d'instrument dont les enjeux de mises à œuvre ont été les plus étudiés. Si l'on cumule tous les types de taxes nutritionnelles, 32 études de cette nature ont été réalisées (tableau 11). Les études sur les enjeux de mise en œuvre utilisent des méthodologies différentes des études sur l'efficacité ou le rapport coût-efficacité (tableau 12). On remarque ainsi plus d'études fondées sur des sondages d'opinion, des méthodes qualitatives ou des analyses juridiques ou éthiques. L'étude réalisée au Royaume-Uni par Giles et ses collaborateurs (2015) est un exemple de ces études qualitatives. Les auteures ont animé des groupes de discussions (« focus group ») sur les incitations financières pour l'achat d'aliments favorables à la santé. Elles ont remarqué que les participants exprimaient beaucoup de méfiance envers cet instrument étant donné leur perception des risques liés à la fraude et aux abus. Par contre, si l'on présentait la mise en œuvre de ces mesures incitatives comme étant sujette à une surveillance étroite et une évaluation de son efficacité, les participants étaient beaucoup plus enclins à soutenir ce type de programme. Les études qualitatives offrent beaucoup de nuances sur les perceptions du public et des parties prenantes quant à la mise en œuvre des instruments économiques. Une grille de codage simplifiée telle que celle que nous avons utilisée ne permet pas de capturer toute la richesse de l'information que l'on y retrouve.

**Tableau 11 Nombre de publications examinant les enjeux de mises en œuvre selon les instruments examinés et les enjeux soulevés**

**N = 40 publications**

<b>Instrument</b>	<b>Fréquence</b>	<b>Enjeux soulevés (fréquence)</b>
Taxes nutritionnelles	22	Acceptabilité sociale (13) Faisabilité technique (6) Équité (6) Modalités de taxation (5) Influence des groupes d'intérêt (4) Considérations budgétaires (3) Enjeux juridiques (3)
Subventions (ou rabais) pour l'achat d'aliments répondants à des critères nutritionnels	11	Acceptabilité sociale (9) Équité (3)
Taxation des boissons sucrées	10	Acceptabilité sociale (4) Modalités de taxation (3)
Autres instruments	12	Acceptabilité sociale (7) Influence des groupes d'intérêts (5) Faisabilité technique (5) Équité (5) Modalités de taxation (4) Considérations budgétaires (4)

**Tableau 12 Nombre de publications examinant les enjeux de mises en œuvre selon le type de devis de recherche**

**N = 40 publications**

<b>Type de devis</b>	<b>Fréquence</b>
Sondage/enquête	13
Méthodes qualitatives	13
Analyse juridique	5
Analyse éthique	4
Modélisation économique	3
Étude de cas	2



## 4 Recommandations récentes d'organisations de santé reconnues

Dans les dernières années, des organisations de santé ont émis des recommandations concernant les instruments économiques pour favoriser la saine alimentation. Ces recommandations sont l'occasion de comparer la façon dont les organisations responsables de conseiller les décideurs en santé publique ont interprété les données probantes qui existent sur le sujet. Nous résumons brièvement ci-dessous les recommandations les plus récentes.

En octobre 2016, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a publié un rapport présentant les recommandations d'un groupe d'experts sur les politiques économiques en matière d'alimentation. En effet, l'OMS a reçu plusieurs demandes des États-membres quant au bien-fondé et à la nature des stratégies de mise en œuvre des instruments économiques. Elle a donc mis en place ce groupe d'experts afin de répondre à ces demandes. Les conclusions de ce groupe concernant la taxation nutritionnelle se résument ainsi : « *the evidence for meaningful health effect is the strongest for taxes on sugar-sweetened beverages (SSB), with suggestions that the SSB prices would need to be raised by 20% or more.* » Ils ajoutent que la taxation sur d'autres aliments est aussi prometteuse.

Pour ce qui est des mesures incitatives, le groupe d'experts se concentre sur les subventions pour les fruits et légumes. « *There is similar strong evidence that subsidies for fresh fruits and vegetables that reduce prices by 10-30% are effective in increasing fruits and vegetable consumption. Greater effects on net energy intake and weight may be accomplished by combining subsidies on fruits and vegetables and taxation of target foods and beverages* » (WHO, 2016). Ils ajoutent que les populations vulnérables telles que les ménages à faible revenu sont celles pour qui les politiques économiques sont les plus bénéfiques du point de vue de la santé, car ils sont plus sensibles aux variations de prix (WHO, 2016).

La Commission de l'OMS pour mettre fin à l'obésité infantile, un autre groupe d'experts, s'est aussi penchée sur les instruments économiques (OMS, 2015). Parmi les nombreuses recommandations de son rapport, la Commission recommande de mettre en place une taxe sur les boissons sucrées : « Globalement, des arguments solides étayés par les données disponibles démontrent que la fiscalité influe sur les comportements d'achat. ... La Commission est d'avis qu'elle a des raisons suffisantes pour demander l'introduction d'une taxe efficace sur les boissons sucrées. » Elle ajoute que « certains pays pourraient envisager de taxer d'autres aliments nocifs pour la santé, comme ceux à teneur élevée en gras et en sucre » (OMS, 2015).

Aux États-Unis, les ministères de la Santé et de l'Agriculture ont mandaté un groupe d'experts afin de les conseiller sur la mise à jour des lignes directrices sur l'alimentation. En 2015, ce comité scientifique a remis son rapport qui inclut des recommandations sur les actions à mettre en œuvre afin d'améliorer les habitudes alimentaires des Américains. Le comité recommande de mettre en œuvre des politiques économiques pour faire la promotion de l'achat d'aliments et boissons plus sains. Ainsi, on suggère la taxation des aliments à haute teneur en sucre et en sodium et des incitatifs pour réduire le prix d'achat des fruits et légumes (DGAC, 2015, Part B. Chapter 2, page 10). Le rapport fait aussi la recommandation suivante quant à l'utilisation des revenus générés par les taxes nutritionnelles :

« *Align nutritional and agricultural policies with Dietary Guidelines recommendations and make broad policy changes to transform the food system as to promote population health, including the use of economic and taxing policies to encourage the production and consumption of healthy foods and reduce unhealthy foods. For example, earmark tax revenues from sugar-sweetened beverages, snack*

*foods and dessert high in calories, added sugars, or sodium, and other less healthy foods for nutrition education initiatives and obesity prevention programmes (DGAC, 2015, Part B. Chapter 2, page 9) ».*

En 2015, en Angleterre, l'agence scientifique qui conseille le Ministère de la Santé en promotion de la santé, « Public Health England », a produit un rapport sur les interventions à mettre en œuvre afin de réduire la consommation de sucre dans la population anglaise (PHE, 2015). L'agence suggère, entre autres, de limiter les promotions sur les prix (les ventes au rabais) des produits à haute teneur en sucre dans les épiceries, les restaurants et les autres commerces et d'encourager les promotions sur le prix pour les aliments plus sains. Elle suggère que cette politique s'applique aussi sur les aliments à haute teneur en sodium et en gras. L'agence recommande aussi l'adoption d'une taxe d'au moins 10 % à 20 % sur les aliments et les boissons à haute teneur en sucre. Comme toutes les autres recommandations, ce rapport souligne que les politiques économiques pour favoriser la saine alimentation doivent être mises en œuvre en conjonction avec d'autres types de politiques et d'interventions.

## 5 Discussions des forces et faiblesses de la recension

Ce portrait des travaux de recherche sur les instruments économiques pouvant favoriser l'adoption d'une meilleure alimentation est fondé sur un exercice rigoureux de collecte et d'analyse des données. Il nous permet de faire un tour d'horizon des différents types d'instruments qui peuvent être envisagés par les décideurs et les praticiens en santé publique au Québec, des informations disponibles quant à leur efficacité potentielle de même que des enjeux de mise en œuvre qui doivent être pris en compte si l'on souhaite proposer de telles politiques publiques et interventions.

Malgré ses avantages, cette recension comporte des limites. Premièrement, aucune étude n'a été réalisée dans le contexte québécois. Même si les contextes américains et européens ont plusieurs similitudes avec la réalité sanitaire et économique du Québec, il existe des différences suffisamment grandes pour justifier la réalisation de recherches tenant compte des réalités propres au Québec. Deuxièmement, cette recension des écrits n'incluait pas d'évaluation systématique de la qualité et de la rigueur de chacune des études répertoriées. Même si ces études ont toutes été publiées dans des revues avec comités de lecture ou par des organisations scientifiques reconnues, certaines d'entre elles peuvent être de moindre qualité du point de vue méthodologique que d'autres. Troisièmement, l'utilisation d'instruments économiques pour favoriser la saine alimentation représente encore un nouveau phénomène peu étudié. Conséquemment, les chercheurs ont seulement un petit nombre de cas réels à étudier afin de juger des effets bénéfiques ou non désirés de telles politiques publiques. Ces cas offrent des « expériences naturelles » aux chercheurs et permettent d'utiliser des devis de recherche et d'évaluation qui ne possèdent pas les limites méthodologiques inhérentes aux modélisations ou aux études expérimentales. Finalement, certaines informations utiles aux décideurs peuvent manquer à cette recension. Par exemple, la grille de codage utilisée ne permettait pas de recueillir l'information sur l'ampleur des effets observés par les chercheurs. Elle n'incluait pas non plus, les informations sur le niveau d'intervention économique nécessaire pour atteindre un effet. Par exemple, est-ce qu'une subvention de 10 % sur l'achat de fruits et légumes est suffisante pour observer des effets sur la consommation? Nous ne sommes donc pas en mesure d'évaluer ces aspects à partir du présent rapport.



## 6 Conclusion

Les écrits scientifiques sur les instruments économiques et leur contribution potentielle à des environnements plus favorables à la saine alimentation sont maintenant relativement nombreux. Ils nous indiquent que ces instruments peuvent contribuer à l'adoption de meilleures habitudes alimentaires. En effet, la majorité des études répertoriées dans cette recension révèlent au moins un changement positif sur l'alimentation ou la santé suite à la mise en place d'instruments économiques. Ces résultats sont observés pour les mesures dissuasives, telles que la taxation des aliments peu favorables à la santé, de même que pour les mesures incitatives, telles que les subventions et les rabais pour l'achat d'aliments favorables à la santé.

Afin d'examiner plus précisément l'efficacité et les enjeux de mise en œuvre dans le contexte québécois, il sera nécessaire de réaliser des travaux utilisant les données et intégrant les réalités québécoises, car nous n'avons pas recensé de travaux effectués au Québec. Le chantier sur la taxation des boissons sucrées qui se retrouve dans la Politique gouvernementale de prévention en santé (MSSS, 2016) ouvre la porte à la réalisation de telles études dans un avenir rapproché. Les changements dans l'environnement économique demeurent seulement un des types de changements nécessaires afin de créer des sociétés où les choix alimentaires sains sont plus faciles à faire. En effet, la vision des environnements favorables qui, depuis plusieurs années, guide l'action en promotion des saines habitudes de vie au Québec nous rappelle que des changements dans les environnements physiques, socioculturels et politiques sont aussi essentiels (MSSS, 2010). Seule la combinaison d'un éventail d'actions et de politiques publiques au niveau local, régional, provincial et fédéral, ciblant les environnements économiques, physiques, socioculturels et politiques, permettra une amélioration majeure de nos habitudes alimentaires.



## 7 Références

Les publications précédées d'un astérisque (\*) sont l'une des 206 publications qui ont été soumises au codage. Les publications qui ne sont pas précédées d'un astérisque sont des revues de littérature ou d'autres documents qui ont servis à la rédaction du rapport, mais qui n'ont pas été soumis à la grille de codage.

- ALAGIYAWANNA, A., N. TOWNSEND, O. MYTTON, P. SCARBOROUGH, N. ROBERTS et M. RAYNER (2015). « Studying the consumption and health outcomes of fiscal interventions (taxes and subsidies) on food and beverages in countries of different income classifications: A systematic review », *BMC Public Health*, vol. 15, n° 1, p. 1-14.
- \*ALLAIS, O., P. BERTAIL et V. NICHELE (2010). « The effects of a fat tax on french households' purchases: A nutritional approach », *American Journal of Agricultural Economics*, vol. 92, n° 1, p. 228-245.
- \*ALLAIS, O., F. ETILE et S. LECOCQ (2015). « Mandatory labels, taxes and market forces: An empirical evaluation of fat policies », *Journal of Health Economics*, vol. 43, p. 27-44.
- \*ALSTON, J. M., C. C. MULLALLY, D. A. SUMNER, M. TOWNSEND et S. A. VOSTI (2009). « Likely effects on obesity from proposed changes to the US Food Stamp Program », *Food Policy*, vol. 34, n° 2, p. 176-184.
- \*ALSTON, J., D. SUMNER et S. VOSTI (2008). « Farm subsidies and obesity in the United States: National evidence and international comparisons », *Food Policy*, vol. 33, n° 6, p. 470-479.
- ANDERSON, E. S., R. A. WINETT, P. G. BICKLEY, J. WALBERG-RANKIN, J. F. MOORE, M. LEAHY, C. E. HARRIS et R. E. GERKIN (1997). « The effects of a multimedia system in supermarkets to alter shoppers' food purchases: nutritional outcomes and caveats », *Journal of Health psychology*, vol. 2, n° 2, p. 209-223.
- ANDERSON, P., O. HARRISON, C. COOPER et E. JANÉ-LLOPIS (2011). « Incentives for health », *Journal of Health Communication*, vol. 16, n° sup2, p. 107-133.
- \*ANDREYEVA, T., F. J. CHALOUKKA et K. D. BROWNELL (2011). « Estimating the potential of taxes on sugar-sweetened beverages to reduce consumption and generate revenue », *Preventive Medicine*, vol. 52, n° 6, p. 413-416.
- ANDREYEVA, T., M. W. LONG et K. D. BROWNELL (2010). « The impact of food prices on consumption: A systematic review of research on the price elasticity of demand for food », *American Journal of Public Health*, vol. 100, n° 2, p. 216-222.
- \*ANLIKER, J. A., M. WINNE et L. T. DRAKE (1992). « An evaluation of the Connecticut Farmers' Market coupon program », *Journal of Nutrition Education*, vol. 24, n° 4, p. 185-191.
- AN, R. (2013). « Effectiveness of subsidies in promoting healthy food purchases and consumption: a review of field experiments », *Public Health Nutrition*, vol. 16, n° 07, p. 1215-1228.
- \*AN, R., D. PATEL, D. SEGAL et R. STURM (2013). « Eating better for less: A national discount program for healthy food purchases in South Africa », *American Journal of Health Behavior*, vol. 37, n° 1, p. 56-61.

- \*ARD, J. D., S. FITZPATRICK, R. A. DESMOND, B. S. SUTTON, M. PISU, D. B. ALLISON, F. FRANKLIN et M. L. BASKIN (2007). « The impact of cost on the availability of fruits and vegetables in the homes of schoolchildren in Birmingham, Alabama », *American Journal of Public Health*, vol. 97, n° 2, p. 367-372.
- \*BAHL, R., R. BIRD et M. B. WALKER (2003). « The uneasy case against discriminatory excise taxation: Soft drink taxes in Ireland », *Public Finance Review*, vol. 31, n° 5, p. 510-533.
- \*BALL, K., S. A. MCNAUGHTON, H. N. LE, L. GOLD, C. NI MHURCHU, G. ABBOTT, C. POLLARD et D. CRAWFORD (2015). « Influence of price discounts and skill-building strategies on purchase and consumption of healthy food and beverages: outcomes of the Supermarket Healthy Eating for Life randomized controlled trial », *The American Journal of Clinical Nutrition*, vol. 101, n° 5, p. 1055-1064.
- \*BARRY, C. L., V. L. BRESCOLL, K. D. BROWNELL et M. SCHLESINGER (2009). « Obesity metaphors: how beliefs about the causes of obesity affect support for public policy », *Milbank Quarterly*, vol. 87, n° 1, p. 7-47.
- \*BARRY, C. L., J. NIEDERDEPPE et S. E. GOLLUST (2013). « Taxes on sugar-sweetened beverages », *American Journal of Preventive Medicine*, vol. 44, n° 2, p. 158-163.
- \*BASU, S., H. K. SELIGMAN, C. GARDNER et J. BHATTACHARYA (2014). « Ending SNAP subsidies For sugar-sweetened Beverages could reduce obesity and type 2 diabetes », *Health Affairs*, vol. 33, n° 6, p. 1032-1039.
- \*BEGHIN, J., et H. JENSEN (2008). « Farm policies and added sugars in US diets », *Food Policy*, vol. 33, n° 6, p. 480-488.
- \*BERARDI, N., P. SEVESTRE, M. TEPALUT et A. VIGNERON (2016). « The impact of a soda tax on prices: Evidence from French microdata », *Applied Economics*, vol. 48, n° 41, p. 3976-3994.
- \*BERE, E., M. VEIERØD, M. BJELLAND et K.-I. KLEPP (2006). « Free school fruit—sustained effect 1 year later », *Health Education Research*, vol. 21, n° 2, p. 268-275.
- \*BERE, E., M. B. VEIERØD et K.-I. KLEPP (2005). « The Norwegian School Fruit Programme: evaluating paid vs. no-cost subscriptions », *Preventive Medicine*, vol. 41, n° 2, p. 463-470.
- \*BERE, E., M. B. VEIERØD, Ø. SKARE et K.-I. KLEPP (2007). « Free school fruit – sustained effect three years later », *The International Journal of Behavioral Nutrition and Physical Activity*, vol. 4, n° 5.
- \*BERE, E., S. J. TE VELDE, M. C. SMÅSTUEN, J. TWISK et K.-I. KLEPP (2015). « One year of free school fruit in Norway – 7 years of follow-up », *International Journal of Behavioral Nutrition and Physical Activity*, vol. 12, n° 1, p. 1-7.
- \*BEYDOUN, M. A., L. M. POWELL, X. CHEN et Y. WANG (2011). « Food prices are associated with dietary quality, fast food consumption, and body mass index among U.S. children and adolescents », *The Journal of Nutrition*, vol. 141, n° 2, p. 304-311.
- \*BEYDOUN, M., L. POWELL et Y. WANG (2008). « The association of fast food, fruit and vegetable prices with dietary intakes among US adults: Is there modification by family income? », *Social Science & Medicine*, vol. 66, n° 11, p. 2218-2229.

- \*BÍRÓ, A. (2015). « Did the junk food tax make the Hungarians eat healthier? », *Food Policy*, vol. 54, p. 107-115.
- BLACK, A. P., J. BRIMBLECOMBE, H. EYLES, P. MORRIS, H. VALLY et K. O'DEA (2012). « Food subsidy programs and the health and nutritional status of disadvantaged families in high income countries: a systematic review », *BMC Public Health*, vol. 12, n° 1, p. 1-24.
- \*BLACK, A. P., H. VALLY, P. S. MORRIS, M. DANIEL, A. J. ESTERMAN et F. E. SMITH (2013). « Health outcomes of a subsidised fruit and vegetable program for Aboriginal children in northern New South Wales », *Medical Journal of Australia*, vol. 199, n° 1, p. 46-50.
- \*BLAKELY, T., C. NI MHURCHU, Y. JIANG, L. MATOE, M. FUNAKI-TAHIFOTE, H. C. EYLES, R. H. FOSTER, S. MCKENZIE et A. RODGERS (2011). « Do effects of price discounts and nutrition education on food purchases vary by ethnicity, income and education? Results from a randomised, controlled trial », *Journal of Epidemiology and Community Health*.
- \*BLOCK, J. P., A. CHANDRA, K. D. MCMANUS et W. C. WILLETT (2010). « Point-of-Purchase price and education intervention to reduce consumption of sugary soft drinks », *American Journal of Public Health*, vol. 100, n° 8, p. 1427-1433.
- \*BØDKER, M., C. PISINGER, U. TOFT et T. JØRGENSEN (2015a). « The Danish fat tax—Effects on consumption patterns and risk of ischaemic heart disease », *Preventive Medicine*, vol. 77, p. 200-203.
- \*BØDKER, M., C. PISINGER, U. TOFT et T. JØRGENSEN (2015b). « The rise and fall of the world's first fat tax », *Health Policy*, vol. 119, n° 6, p. 737-742.
- \*BONNET, C., et V. REQUILLART (2011). « Does the EU sugar policy reform increase added sugar consumption? An empirical evidence on the soft drink market », *Health Economics*, vol. 20, n° 9, p. 1012-1024.
- \*BONNET, C et V. Requillart (2012) « Les effets de la réforme de la politique sucrière et des politiques de taxation sur le marché des boissons sucrées », *Cahiers de nutrition et de diététique*, volume 47, p.35-41.
- \*BOS, C., I. A. VAN DER LANS, F. J. VAN RIJNSOEVER et H. C. VAN TRIJP (2013). « Understanding consumer acceptance of intervention strategies for healthy food choices: a qualitative study », *BMC Public Health*, vol. 13, n° 1, p. 1-14.
- \*BOS, C., V. I. LANS, F. VAN RIJNSOEVER et H. VAN TRIJP (2015). « Consumer acceptance of population-level intervention strategies for healthy food choices: The role of perceived effectiveness and perceived fairness », *Nutrients*, vol. 7, n° 9, p. 7842-7862.
- BRAMBILA-MACIAS, J., B. SHANKAR, S. CAPACCI, M. MAZZOCCHI, F. J. A. PEREZ-CUETO, W. VERBEKE et W. B. TRAILL (2011). « Policy interventions to promote healthy eating: A review of what works, what does not, and what is promising », *Food and Nutrition Bulletin*, vol. 32, n° 4, p. 365-375.
- \*BRIGGS, A. D. M., A. KEHLBACHER, R. TIFFIN et P. SCARBOROUGH (2016). « Simulating the impact on health of internalising the cost of carbon in food prices combined with a tax on sugar-sweetened beverages », *BMC Public Health*, vol. 16, n° 1, p. 1-14.

- \*BRIGGS, A. D., O. T. MYTTON, D. MADDEN, D. O'SHEA, M. RAYNER et P. SCARBOROUGH (2013). « The potential impact on obesity of a 10% tax on sugar-sweetened beverages in Ireland, an effect assessment modelling study », *BMC Public Health*, vol. 13, n° 1, p. 1-9.
- \*BROWN, D. M., et S. K. TAMMINENI (2009). « Managing sales of beverages in schools to preserve profits and improve children's nutrition intake in 15 Mississippi schools », *Journal of the American Dietetic Association*, vol. 109, n° 12, p. 2036-2042.
- \*BROWNELL, K. D., T. FARLEY, W. C. WILLETT, B. M. POPKIN, F. J. CHALOUPEK, J. W. THOMPSON et D. S. LUDWIG (2009). « The Public health and economic benefits of taxing sugar-sweetened beverages », *New England Journal of Medicine*, vol. 361, n° 16, p. 1599-1605.
- CABRERA ESCOBAR, M. A., J. L. VEERMAN, S. M. TOLLMAN, M. Y. BERTRAM et K. J. HOFMAN (2013). « Evidence that a tax on sugar sweetened beverages reduces the obesity rate: a meta-analysis », *BMC Public Health*, vol. 13, n° 1, p. 1-10.
- \*CAILLAVET, F., A. FADHUILE et V. NICHELE (2016). « Taxing animal-based foods for sustainability: environmental, nutritional and social perspectives in France », *European Review of Agricultural Economics*, vol.43, no 4, p.537-560.
- CAPACCI, S., M. MAZZOCCHI, B. SHANKAR, J. BRAMBILA MACIAS, W. VERBEKE, F. J. PÉREZ-CUETO, A. KOZIOŁ-KOZAKOWSKA, B. PIÓRECKA, B. NIEDZWIEDZKA, D. D'ADDESA, A. SABA, A. TURRINI, J. ASCHEMANN-WITZEL, T. BECH-LARSEN, M. STRAND, L. SMILLIE, J. WILLS et W. B. TRAILL (2012). « Policies to promote healthy eating in Europe: a structured review of policies and their effectiveness », *Nutrition Reviews*, vol. 70, n° 3, p. 188-200.
- CARAHER, M., et G. COWBURN (2005). « Taxing food: implications for public health nutrition », *Public Health Nutrition*, vol. 8, n° 08, p. 1242-1249.
- CASH, S. B., E. W. GODDARD et M. L. LEROHL (2006). « Canadian health and food: The links between policy, consumers, and industry », *Canadian Journal of Agricultural Economics*, vol. 54, n° 4, p. 605-629.
- CASH, S. B., et R. LACANILAO (2007). « Taxing food to improve health: Economic evidence and arguments », *Agricultural Resources Economic Review*, vol. 36.
- \*CASH, S. B., D. L. SUNDING et D. ZILBERMAN (2005). « Fat taxes and thin subsidies: prices, diet, and health outcomes », *Acta Agricultura Scandinavica Section C*, vol. 2, n° 3-4, p. 167-174.
- CASH, S., E. W. GODDARD et R. LACANILAO (2007). *Fat Taxes and Health Outcomes: An Investigation of Economic Factors Influencing Obesity in Canada*, University of Alberta.
- CAWLEY, J. (2015). « An Economy of scales: A selective review of obesity's economic causes, consequences, and solutions », *Journal of Health Economics*, vol. 43, p. 244-268.
- \*CAWLEY, J., A. HANKS, D. JUST et B. WANSINK (2016). *Incentivizing Nutritious Diets: A Field Experiment of Relative Price Changes and How They Are Framed*, Cambridge, MA, NBER.
- \*CECCHINI, M., F. SASSI, J. A. LAUER, Y. Y. LEE, V. GUAJARDO-BARRON et D. CHISHOLM (2010). « Tackling of unhealthy diets, physical inactivity, and obesity: health effects and cost-effectiveness », *The Lancet*, vol. 376, n° 9754, p. 1775-1784.

- \*CHALOUKKA, F., C. WANG, L. M. POWELL, T. ANDREYEVA, J. CHRQUI et L. RIMKUS (2011). *Estimating the Potential Impact of Sugar-Sweetened and Other Beverage Excise Taxes in Illinois*, Cook County Department of Public Health.
- \*CHAMBERS, S. A., et W. B. TRAILL (2011). « What the UK public believes causes obesity, and what they want to do about it: A cross-sectional study », *Journal of Public Health Policy*, vol. 32, n° 4, p. 430-444.
- CHANDON, P., et F. ÉTILE (2009). *Comportements alimentaires et politiques de santé nutritionnelle.*, INSEAD.
- \*CHANG, K.-L., M. ZASTROW, C. ZDOROVTSOV, R. QUAST, L. SKJONBERG et S. STLUKA (2015). « Do SNAP and WIC programs encourage more fruit and vegetable intake? A household survey in the Northern Great Plains », *Journal of Family and Economic Issues*, vol. 36, n° 4, p. 477-490.
- \*CHOUINARD, H, D.E. DAVIS, J.T. LAFRANCE et J.M. PERLOFF (2007). « Fat Taxes: Big Money for Small Change », *Forum for Health Economics & Policy*, vol. 10, n° 2.
- \*CHRQUI, F. J., J. F. CHALOUKKA, M. L. POWELL et S. S. EIDSON (2013). « A typology of beverage taxation: Multiple approaches for obesity prevention and obesity prevention-related revenue generation », *Journal of Public Health Policy*, vol. 34, n° 3, p. 403-423.
- CLARK, J. S., L. O. DITTRICH et Q. XU (2014). « Empirical evidence of the efficiency and efficacy of fat taxes and thin subsidies. », *Central European Journal of Public Health*, vol. 22, n° 3, p. 201-206.
- CLARK, J. S., et O. L. DITTRICH (2010). « Alternative Fat Taxes to Control Obesity », *International Advances in Economic Research*, vol. 16, n° 4, p. 388-394.
- \*CLARO, R. M., R. B. LEVY, B. M. POPKIN et C. A. MONTEIRO (2011). « Sugar-sweetened beverage taxes in Brazil », *American Journal of Public Health*, vol. 102, n° 1, p. 178-183.
- COBIAC, L. J., T. VOS et J. L. VEERMAN (2010). « Cost-effectiveness of interventions to promote fruit and vegetable consumption », *PLoS ONE*, vol. 5, n° 11, p. e14148.
- \*COLANTUONI, F., et C. ROJAS (2015). « The impact of soda taxes on consumption: Evidence from scanner data », *Contemporary Economic Policy*, vol. 33, n° 4, p. 714-734.
- \*COLCHERO, M. A., B. M. POPKIN, J. A. RIVERA et S. W. NG (2016). « Beverage purchases from stores in Mexico under the excise tax on sugar sweetened beverages: observational study », *BMJ*, vol. 352.
- \*COLCHERO, M. A., J. C. SALGADO, M. UNAR-MUNGUÍA, M. HERNÁNDEZ-ÁVILA et J. A. RIVERA-DOMMARCO (2015). « Price elasticity of the demand for sugar sweetened beverages and soft drinks in Mexico », *Economics & Human Biology*, vol. 19, p. 129-137.
- CORNELSEN, L., R. GREEN, A. DANGOUR et R. SMITH (2015). « Why fat taxes won't make us thin », *Journal of Public Health*, vol. 37, n° 1, p. 18-23.
- CORNELSEN, L., R. GREEN, R. TURNER, A. D. DANGOUR, B. SHANKAR et M. MAZZOCCHI (2015). « What happens to patterns of food consumption when food prices change? Evidence from a systematic review and meta-analysis of food price elasticities globally », *Health Economics*, vol. 24, n° 12, p. 1548-1559.

- CRAVEN, B. M., M. L. MARLOW et A. F. SHIERS (2012). « Fat taxes and other interventions won't cure obesity », *Economic Affairs*, vol. 32, n° 2, p. 36-40.
- \*CULLEN, K. W., K. B. WATSON et M. KONARIK (2009). « Differences in fruit and vegetable exposure and preferences among adolescents receiving free fruit and vegetable snacks at school », *Appetite*, vol. 52, n° 3, p. 740-744.
- \*DALLONGEVILLE, J., L. DAUCHET, O. DE MOUZON, V. REQUILLART et L.-G. SOLER (2011). « Increasing fruit and vegetable consumption: a cost-effectiveness analysis of public policies », *The European Journal of Public Health*, vol. 21, n° 1, p. 69-73.
- DANGOUR, A. D., S. HAWKESWORTH, B. SHANKAR, L. WATSON, C. S. SRINIVASAN, E. H. MORGAN, L. HADDAD et J. WAAGE (2013). « Can nutrition be promoted through agriculture-led food price policies? A systematic review », *BMJ Open*, vol. 3, n° 6.
- \*DARMON, N., A. LACROIX, L. MULLER et B. RUFFIEUX (2014). « Food price policies improve diet quality while increasing socioeconomic inequalities in nutrition », *International Journal of Behavioral Nutrition and Physical Activity*, vol. 11, n° 1, p. 1-12.
- \*DELLAVA, J. E., C. M. BULIK et B. M. POPKIN (2010). « Price changes alone are not adequate to produce long-term dietary change », *The Journal of Nutrition*, vol. 140, n° 10, p. 1887-1891.
- DGAC (2015). *Scientific Report of the 2015 Dietary Guidelines Advisory Committee*, Washington, DC, USDA, HHS.
- \*DHARMASENA, S. (2014). « Partial versus general equilibrium calorie and revenue effects associated with a sugar-sweetened beverage tax », *Journal of Agricultural and Resource Economics*, vol. 39, n° 2, p. 157-173.
- \*DHARMASENA, S., et O. CAPPS (2012). « Intended and unintended consequences of a proposed national tax on sugar-sweetened beverages to combat the U.S. obesity problem », *Health Economics*, vol. 21, n° 6, p. 669-694.
- \*DONALDSON, E. A., J. E. COHEN, L. RUTKOW, A. C. VILLANTI, N. F. KANAREK et C. L. BARRY (2015). « Public support for a sugar-sweetened beverage tax and pro-tax messages in a Mid-Atlantic US state », *Public Health Nutrition*, vol. 18, n° 12, p. 2263-2273.
- \*DONG, D., et B.-H. LIN (2009). *Fruit and Vegetable Consumption by Low-Income Americans Would a Price Reduction Make a Difference?*, USDA Economic Research Service.
- \*DUFFEY KJ, GORDON-LARSEN P, SHIKANY JM, GUILKEY D, JACOBS DR, JR et POPKIN BM (2010). « Food price and diet and health outcomes: 20 years of the cardia study », *Archives of Internal Medicine*, vol. 170, n° 5, p. 420-426.
- DUHANEY, T., N. CAMPBELL, M. L. NIEBYLSKI, J. KACZOROWSKI, R. T. TSUYUKI, K. WILLIS, E. MANG, M. ARANGO, D. MORRIS et L. ASHLEY (2015). « Death by diet: the role of food pricing interventions as a public policy response and health advocacy opportunity. », *The Canadian Journal of Cardiology*, vol. 31, n° 2, p. 112-116.
- \*ELBEL, B., G. B. TAKSLER, T. MIJANOVICH, C. B. ABRAMS et L. B. DIXON (2013). « Promotion of healthy eating through public policy », *American Journal of Preventive Medicine*, vol. 45, n° 1, p. 49-55.

- \*EPSTEIN, L. H., K. K. DEARING, L. G. ROBA et E. FINKELSTEIN (2010). « The influence of taxes and subsidies on energy purchased in an experimental purchasing study », *Psychological Science*, vol. 21, n° 3, p. 406-414.
- \*EPSTEIN, L. H., E. FINKELSTEIN, H. RAYNOR, C. NEDERKOORN, K. D. FLETCHER, N. JANKOWIAK et R. A. PALUCH (2015). « Experimental analysis of the effect of taxes and subsidies on calories purchased in an on-line supermarket », *Appetite*, vol. 95, p. 245-251.
- EPSTEIN, L. H., N. JANKOWIAK, C. NEDERKOORN, H. A. RAYNOR, S. A. FRENCH et E. FINKELSTEIN (2012). « Experimental research on the relation between food price changes and food-purchasing patterns: A targeted review », *The American Journal of Clinical Nutrition*, vol. 95, n° 4, p. 789--809.
- \*ERIKSEN, K., J. HARALDSDÓTTIR, R. PEDERSON et H. V. FLYGER (2003). « Effect of a fruit and vegetable subscription in Danish schools », *Public Health Nutrition*, vol. 6, n° 01, p. 57-63.
- ETILE, F. (2012). « La taxation nutritionnelle comme outil de santé publique : justifications et effets attendus », *Cahiers de Nutrition et de Diététique*, vol. 47, n° 1, p. 25-34.
- EYLES, H., C. NI MHURCHU, N. NGHIEM et T. BLAKELY (2012). « Food pricing strategies, population diets, and non-communicable disease: A systematic review of simulation studies », *PLoS Medicine*, vol. 9, n° 12, p. e1001353.
- FAITH, M. S., K. R. FONTAINE, M. L. BASKIN et D. B. ALLISON (2007). « Toward the reduction of population obesity: macrolevel environmental approaches to the problems of food, eating, and obesity », *Psychological Bulletin*, vol. 133, n° 2, p. 205-226.
- \*FALBE, J., N. ROJAS, A. H. GRUMMON et K. A. MADSEN (2015). « Higher retail prices of sugar-sweetened beverages 3 months after implementation of an excise tax in Berkeley, California », *American Journal of Public Health*, vol. 105, n° 11, p. 2194-2201.
- FAULKNER, G. E. J., P. GROOTENDOORST, V. H. NGUYEN, T. ANDREYEVA, K. ARBOUR-NICITOPoulos, M. C. AULD, S. B. CASH, J. CAWLEY, P. DONNELLY, A. DREWNOWSKI, L. DUBE, R. FERRENCE, I. JANSSEN, J. LAFRANCE, D. LAKDAWALL, R. MENDELSEN, L. M. POWELL, B. W. TRAILL et F. WINDMEIJER (2011). « Economic instruments for obesity prevention: results of a scoping review and modified Delphi survey », *International Journal of Behavioral Nutrition and Physical Activity*, vol. 8, n° 109.
- \*FINKELSTEIN, E. A., C. ZHEN, M. BILGER, J. NONNEMAKER, A. M. FAROOQUI et J. E. TODD (2013). « Implications of a sugar-sweetened beverage (SSB) tax when substitutions to non-beverage items are considered », *Journal of Health Economics*, vol. 32, n° 1, p. 219-239.
- \*FINKELSTEIN EA, ZHEN C, NONNEMAKER J et TODD JE (2010). « Impact of targeted beverage taxes on higher- and lower-income households », *Archives of Internal Medicine*, vol. 170, n° 22, p. 2028-2034.
- FLETCHER, J. M., D. E. FRISVOLD et N. TEFFT (2011). « Are soft drink taxes an effective mechanism for reducing obesity? », *Journal of Policy Analysis and Management*, vol. 30, n° 3, p. 655-662.
- \*FLETCHER, J. M., D. E. FRISVOLD et N. TEFFT (2015). « Non-linear effects of soda taxes on consumption and weight outcomes », *Health Economics*, vol. 24, n° 5, p. 566-582.
- \*FLETCHER, J. M., D. FRISVOLD et N. TEFFT (2010a). « Can soft drink taxes reduce population weight? », *Contemporary Economic Policy*, vol. 28, n° 1, p. 23-35.

- \*FLETCHER, J. M., D. FRISVOLD et N. TEFFT (2010b). « Taxing soft drinks and restricting access to vending machines to curb child obesity », *Health Aff*, vol. 29, n° 5, p. 1059-1066.
- \*FLETCHER, J. M., D. E. FRISVOLD et N. TEFFT (2010c). « The effects of soft drink taxes on child and adolescent consumption and weight outcomes », *Journal of Public Economics*, vol. 94, n° 11-12, p. 967-974.
- \*FORD, C. N., S. W. NG et B. M. POPKIN (2015). « Targeted beverage taxes influence food and beverage purchases among households with preschool children », *The Journal of Nutrition*, vol. 145, n° 8, p. 1835-1843.
- \*FORD, C. N., J. M. POTI, S. W. NG et B. M. POPKIN (2016). « SSB taxes and diet quality in US preschoolers: estimated changes in the 2010 Healthy Eating Index », *Pediatric Obesity*.
- FRANCK, C., S. M. GRANDI et M. J. EISENBERG (2013a). « Agricultural subsidies and the American obesity epidemic », *American Journal of Preventive Medicine*, vol. 45, n° 3, p. 327-333.
- \*FRANCK, C., S. M. GRANDI et M. J. EISENBERG (2013b). « Taxing junk food to counter obesity », *American Journal of Public Health*, vol. 103, n° 11, p. 1949-1953.
- \*FRENCH, S. A., P. J. HANNAN, L. J. HARNACK, N. R. MITCHELL, T. L. TOOMEY et A. GERLACH (2010). « Pricing and Availability Intervention in Vending Machines at Four Bus Garages. », *Journal of Occupational and Environmental Medicine*, vol. 52, n° 1S, p. S29-S33.
- \*FRENCH, S. A., R. W. JEFFERY, M. STORY, K. K. BREITLOW, J. S. BAXTER, P. HANNAN et M. P. SNYDER (2001). « Pricing and promotion effects on low-fat vending snack purchases: the CHIPS Study. », *American Journal of Public Health*, vol. 91, n° 1, p. 112-117.
- \*FRENCH, S. A., R. W. JEFFERY, M. STORY, P. HANNAN et M. P. SNYDER (1997). « A pricing strategy to promote low-fat snack choices through vending machines. », *American Journal of Public Health*, vol. 87, n° 5, p. 849-851.
- \*FRENCH, S. A., M. STORY, R. W. JEFFERY, P. SNYDER, M. EISENBERG, A. SIDEBOTTOM et D. MURRAY (1997b). « Pricing Strategy to Promote Fruit and Vegetable Purchase in High School Cafeterias », *Journal of the Academy of Nutrition and Dietetics*, vol. 97, n° 9, p. 1008-1010.
- GERVAIS, C. (2011). *L'influence des politiques agroalimentaires à caractère économique sur l'alimentation et sur le poids*, Montréal, Institut national de santé publique du Québec.
- \*GIESEN, J. C. A. H., R. C. HAVERMANS, C. NEDERKOORN et A. JANSEN (2012). « Impulsivity in the supermarket. Responses to calorie taxes and subsidies in healthy weight undergraduates », *Appetite*, vol. 58, n° 1, p. 6-10.
- \*GIESEN, J. C., C. R. PAYNE, R. C. HAVERMANS et A. JANSEN (2011). « Exploring how calorie information and taxes on high-calorie foods influence lunch decisions », *The American Journal of Clinical Nutrition*, vol. 93, n° 4, p. 689-694.
- \*GILES, E. L., F. F. SNIEHOTTA, E. MCCOLL et J. ADAMS (2015). « Acceptability of financial incentives and penalties for encouraging uptake of healthy behaviours: focus groups. », *BMC Public Health*, vol. 15, n° 58.
- GIL, J., G. LOPEZ-CASASNOVAS et T. MORA (2013). « Taxation of unhealthy consumption of food and drinks: An updated literature review », vol. 207, n° 4, p. 119-140.

- GISKES, K., F. VAN LENTHE, M. AVENDANO-PABON et J. BRUG (2011). « A systematic review of environmental factors and obesogenic dietary intakes among adults: are we getting closer to understanding obesogenic environments? », *Obesity Reviews*, vol. 12, n° 5, p. e95-e106.
- GLANZ, K., et A. L. YAROCH (2004). « Strategies for increasing fruit and vegetable intake in grocery stores and communities: policy, pricing, and environmental change », *Preventive Medicine*, vol. 39, n° S2, p. 75-80.
- \*GOLDMAN, D., D. LAKDAWALLA et Y. ZHENG (2009). *Food prices and the dynamics of body weight*.
- \*GONZALEZ-ZAPATA, L. I., C. ALVAREZ-DARDET, E. MILLSTONE, V. CLEMENTE-GOMEZ, M. HOLDSWORTH, R. ORTIZ-MONCADA, T. LOBSTEIN, K. SARRI, B. DE MARCHI et K. Z. HORVATH (2010). « The potential role of taxes and subsidies on food in the prevention of obesity in Europe », *Journal of Epidemiology and Community Health*, vol. 64, n° 8, p. 696-704.
- GOODMAN, C., et A. AYODOLA (2006). *What is known about the effectiveness of economic instruments to reduce consumption of foods high in saturated fats and other energy-dense foods for preventing and treating obesity?*, WHO Regional Office for Europe.
- \*GORTMAKER, S. L., Y. C. WANG, M. W. LONG, C. M. GILES, Z. J. WARD, J. L. BARRETT, E. L. KENNEY, K. R. SONNEVILLE, A. S. AFZAL, S. C. RESCH et A. L. CRADOCK (2015). « Three interventions that reduce childhood obesity are projected to save more than they cost to implement », *Health Affairs*, vol. 34, n° 11, p. 1932-1939.
- GRECH, A., et M. ALLMAN-FARINELLI (2015). « A systematic literature review of nutrition interventions in vending machines that encourage consumers to make healthier choices », *Obesity Reviews*, vol. 16, n° 12, p. 1030-1041.
- GREEN, R., L. CORNELSEN, A. D. DANGOUR, R. TURNER, B. SHANKAR, M. MAZZOCCHI et R. D. SMITH (2013). « The effect of rising food prices on food consumption: systematic review with meta-regression », *BMJ*, vol. 346, n° f3703.
- \*GUO, X., B. M. POPKIN, T. A. MROZ et F. ZHAI (1999). « Food price policy can favorably alter macronutrient intake in China », *The Journal of Nutrition*, vol. 129, n° 5, p. 994-1001.
- \*GUSTAVSEN, G. W., et K. RICKERTSEN (2011). « The effects of taxes on purchases of sugar-sweetened carbonated soft drinks: a quantile regression approach », *Applied Economics*, vol. 43, n° 6, p. 707-716.
- \*HAN, E., et L. M. POWELL (2013). « Fast food prices and adult body weight outcomes: Evidence based on longitudinal quantile regression models », *Contemporary Economic Policy*, vol. 31, n° 3, p. 528-536.
- \*HARDING, M., et M. LOVENHEIM (2013). *The Effect of Product and Nutrient-Specific Taxes on Shopping Behavior and Nutrition: Evidence from Scanner Data*.
- \*HARKANEN, T., K. KOTAKORPI, P. PIETINEN, J. PIIRTILA, H. REINIVUO et I. SUONIEMI (2014). « The welfare effects of health-based food tax policy », *Food Policy*, vol. 49, p. 196-206.
- \*HERMAN, D. R., G. G. HARRISON, A. A. AFIFI et E. JENKS (2008). « Effect of a targeted subsidy on intake of fruits and vegetables among low-income women in the Special Supplemental Nutrition Program for Women, Infants, and Children », *American Journal of Public Health*, vol. 98, n° 1, p. 98-105.

- \*HESPEL, V., et M. BERTHOD-WURMSER (2008). *Rapport sur la pertinence et la faisabilité d'une taxe nutritionnelle*, Paris, Inspection générale des finances.
- \*HILBERT, A., W. RIEF et E. BRAEHLER (2007). « What determines public support of obesity prevention? », *Journal of Epidemiology and Community Health*, vol. 61, p. 585-590.
- \*HOLM, A. L., M.-B. LAURSEN, M. KOCH, J. D. JENSEN et F. DIDERICHSEN (2013). « The health benefits of selective taxation as an economic instrument in relation to IHD and nutrition-related cancers », *Public Health Nutrition*, vol. 16, n° 12, p. 2124-2131.
- \*HORGEN, K. B., et K. D. BROWNELL (2002). « Comparison of price change and health message interventions in promoting healthy food choices. », *Health Psychology*, vol. 21, n° 5, p. 505-512.
- \*HO, S.-T., B. RICKARD et J. LIAUKONYTE (2014). « Economic and nutritional implications from changes in U.S. agricultural promotion efforts », *Journal of agricultural and applied economics*, vol. 46, n° 4.
- \*JACOBSON, M., et K. BROWNELL (2000). « Small taxes on soft drinks and snack foods to promote health », *American Journal of Public Health*, vol. 90, n° 6, p. 585-590.
- JAIME, P. C., et K. LOCK (2009). « Do school based food and nutrition policies improve diet and reduce obesity? », *Preventive Medicine*, vol. 48, n° 1, p. 45-53.
- \*JEFFERY, R. W., S. A. FRENCH, C. RAETHER et J. E. BAXTER (1994). « An environmental intervention to increase fruit and salad purchases in a cafeteria », *Preventive Medicine*, vol. 23, n° 6, p. 788-792.
- JENSEN, J. D., H. HARTMANN, A. DE MUL, A. SCHUIT et J. BRUG (2011). « Economic incentives and nutritional behavior of children in the school setting: a systematic review », *Nutrition Reviews*, vol. 69, n° 11, p. 660-674.
- \*JENSEN, J. D., M. R. MORKBAK et J. NORDSTROM (2012). « Economic costs and benefits of promoting healthy takeaway meals at workplace canteens », *Journal of Benefit-Cost Analysis*, vol. 3, n° 4, p. 1-27.
- \*JENSEN, J. D., et S. SMED (2007). « Cost-effective design of economic instruments in nutrition policy », *International Journal of Behavioral Nutrition and Physical Activity*, vol. 4, n° 1, p. 1-12.
- \*JENSEN, J. D., et S. SMED (2013). « The Danish tax on saturated fat – Short run effects on consumption, substitution patterns and consumer prices of fats », *Food Policy*, vol. 42, p. 18-31.
- \*JENSEN, J. D., S. SMED, L. AARUP et E. NIELSEN (2015). « Effects of the Danish saturated fat tax on the demand for meat and dairy products », *Public Health Nutrition*, vol. 19, n° 17, p. 3085-3094.
- JOANNA BRIGGS INSTITUTE (2015). *Reviewers Manual 2015: Methodology for JBI Scoping Reviews*, Adelaide, University of Adelaide.
- \*JOU, J., et W. TECHAKEHAKIJ (2012). « International application of sugar-sweetened beverage (SSB) taxation in obesity reduction: Factors that may influence policy effectiveness in country-specific contexts », *Health Policy*, vol. 107, n° 1, p. 83-90.
- \*JUE, J. J. S., M. J. PRESS, D. McDONALD, K. G. VOLPP, D. A. ASCH, N. MITRA, A. C. STANOWSKI et G. LOEWENSTEIN (2012). « The impact of price discounts and calorie messaging on beverage consumption: A multi-site field study », *Preventive Medicine*, vol. 55, n° 6, p. 629-633.

- \*JUHL, H. J., et M. B. JENSEN (2014). « Relative price changes as a tool to stimulate more healthy food choices--A Danish household panel study », *Food Policy*, vol. 46, p. 178-182.
- \*JULIA, C., C. MEJEAN, F. VICARI, S. PENEAU et S. HERCBERG (2015). « Public perception and characteristics related to acceptance of the sugar-sweetened beverage taxation launched in France in 2012 », *Public Health Nutrition*, vol. 18, n° 14, p. 2679-2688.
- JUST, D., et B. WANSINK (2010). « Better school meals on a budget: Using behavioral economics and food psychology to improve meal selection », *Choices*, vol. 24, n° 3, p. 1-6.
- KARNANI, A., B. MCFERRAN et A. MUKHOPADHYAY (2016). « The obesity crisis as market failure: An analysis of systemic causes and corrective mechanisms », *Journal of the Association for Consumer Research*, vol. 1, n° 3, p. 445-470.
- \*KASS, N., K. HECHT, A. PAUL et K. BIRNBACH (2014). « Ethics and obesity prevention: Ethical considerations in three approaches to reducing consumption of sugar-sweetened beverages », *American Journal of Public Health*, vol. 104, n° 5, p. 787-795.
- \*KENNEDY, P. W. (2010). « Economic incentives for a healthy diet: A comparison of policies in a Canadian context », *The B.E. Journal of Economic Analysis & Policy*, vol. 10, n° 1.
- \*KHAN, R., K. MISRA et V. SINGH (2015). « Will a fat tax work? », *Marketing Science*, vol. 35, n° 1, p. 10--26.
- KIM, D., et I. KAWACHI (2006). « Food taxation and pricing strategies to “thin out” the obesity epidemic », *American Journal of Preventive Medicine*, vol. 30, n° 5, p. 430-437.
- \*KOCKEN, P. L., J. EEUWIJK, N. M. C. VAN KESTEREN, E. DUSSELDORP, G. BUIJS, Z. BASSA-DAFESH et J. SNEL (2012). « Promoting the purchase of low-calorie foods from school vending machines: A cluster-randomized controlled study », *Journal of School Health*, vol. 82, n° 3, p. 115-122.
- \*KRAL, T. V. E., A. L. BANNON et R. H. MOORE (2016). « Effects of financial incentives for the purchase of healthy groceries on dietary intake and weight outcomes among older adults: A randomized pilot study. », *Appetite*, vol. 100, p. 110-117.
- \*KRISTAL, A. R., L. GOLDENHAR, J. MULDOON et R. F. MORTON (1997). « Evaluation of a supermarket intervention to increase consumption of fruits and vegetables », *American Journal of Health Promotion*, vol. 11, n° 6, p. 422-425.
- \*KUCHLER, F., A. TEGENE, ABEBAYEHU et M. HARRIS (2004). *Taxing snack food: Current issues in economics of food markets*, Washington, DC, USDA Economic Research Service.
- KUCHLER, F., A. TEGENE et J. M. HARRIS (2005). « Taxing snack foods: Manipulating diet quality or financing information programs? », *Applied Economic Perspectives and Policy*, vol. 27, n° 1, p. 4-20.
- \*LACROIX, A.-M., L. MULLER et B. RUFFIEUX (2009). *Impacts des politiques de prix sur les choix de consommation des populations à faibles revenus. Une approche expérimentale*, INRA.
- LE BODO, Y., C. BLOUIN, N. DUMAS, P., De WALIS et J. LAGUË (2015). *Comment faire mieux? L'expérience québécoise en promotion des saines habitudes de vie et en prévention de l'obésité*, Presses de l'Université Laval.

- \*LEICESTER, A., et F. WINDMEIJER (2004). *The Fat Tax: Economic Incentives to Reduce Obesity*, The Institute for Fiscal Studies, Briefing note no. 4.
- LEVY, D. T., K. B. FRIEND et Y. C. WANG (2011). « A review of the literature on policies directed at the youth consumption of sugar sweetened beverages », *Advances in Nutrition*, n° 2, p. S182-S200.
- LIBERATO, S. C., R. BAILIE et J. BRIMBLECOMBE (2014). « Nutrition interventions at point-of-sale to encourage healthier food purchasing: a systematic review », *BMC Public Health*, vol. 14, n° 1, p. 1-14.
- \*LIN, B.-H., T. A. SMITH, J.-Y. LEE et K. D. HALL (2011). « Measuring weight outcomes for obesity intervention strategies: The case of a sugar-sweetened beverage tax », *Economics & Human Biology*, vol. 9, n° 4, p. 329-341.
- \*LINDSAY, S., J. LAMBERT, T. PENN, S. HEDGES, K. ORTWINE et A. MEI (2013). « Monetary matched incentives to encourage the purchase of fresh fruits and vegetables at farmers markets in underserved communities », *Preventing Chronic Disease*, vol. 10, n° 130124.
- \*LONG, M. W., S. L. GORTMAKER, Z. J. WARD, S. C. RESCH, M. L. MOODIE, G. SACKS, B. A. SWINBURN, R. C. CARTER et Y. CLAIRE WANG (2015). « Cost effectiveness of a sugar-sweetened beverage excise tax in the U.S. », *American Journal of Preventive Medicine*, vol. 49, n° 1, p. 112-123.
- \*LOPEZ, R., et K. FANTUZZI (2012). « Demand for carbonated soft drinks: Implications for obesity policy », *Applied Economics*, vol. 44, n° 22, p. 2859-2865.
- \*MADDEN, D. (2015). « The poverty effects of a “fat-tax” in Ireland », *Health Economics*, vol. 24, n° 1, p. 104-121.
- MADORE, O. (2007). *The Impact of Economic Instruments That Promote Healthy Eating, Encourage Physical Activity and Combat Obesity: Literature Review*, Ottawa, Parliament of Canada.
- MAES, L., E. VAN CAUWENBERGHE, W. VAN LIPPEVELDE, H. SPITTAELS, E. DE PAUW, J.-. M. OPPERT, F. J. VAN LENTHE, J. BRUG et I. DE BOURDEAUDHUIJ (2012). « Effectiveness of workplace interventions in Europe promoting healthy eating: a systematic review », *European Journal of Public Health*, vol. 22, n° 5, p. 677-683.
- \*MAGNUS, A., M. L. MOODIE, M. FERGUSON, L. J. COBIAC, S. C. LIBERATO et J. BRIMBLECOMBE (2016). « The economic feasibility of price discounts to improve diet in Australian Aboriginal remote communities », *Australian and New Zealand Journal of Public Health*, vol. 40, n° S1, p. S36-S41.
- MANIADAKIS, N., V. KAPAKI, L. DAMIANIDI et G. KOURLABA (2013). « A systematic review of the effectiveness of taxes on nonalcoholic beverages and high-in-fat foods as a means to prevent obesity trends », *Clinicoeconomics and Outcomes Research*, vol. 5, p. 519-543.
- \*MARETTE, S., J. ROOSEN et S. BLANCHEMANCHE (2008). « Taxes and subsidies to change eating habits when information is not enough: an application to fish consumption », *Journal of Regulatory Economics*, vol. 34, n° 2, p. 119-143.
- \*MARSHALL, T. (2000). « Exploring a fiscal food policy: the case of diet an ischaemic heart disease », *British Medical Journal*, vol. 320, p. 301.
- \*MARTIN, S. S. (2005). « From poverty to obesity: Exploration of the food choice constraint model and the impact of an energy-dense food tax », *American Economist*, vol. 49, n° 2, p. 78-86.

- \*MAZZOCCHI, M., S. CAGNONE, B. NIEDZWIEDZKA, A. SABA, B. SHANKAR, W. VERBEKE et W. B. TRAILL (2015). « What is the public appetite for healthy eating policies? Evidence from a cross-European survey », *Health Economics, Policy and Law*, vol. 10, n° 3, p. 167-292.
- MCGILL, R., E. ANWAR, L. ORTON, H. BROMLEY, F. LLOYD-WILLIAMS, M. O'FLAHERTY, D. TAYLOR-ROBINSON, M. GUZMAN-CASTILLO, D. GILLESPIE, P. MOREIRA, K. ALLEN, L. HYSENI, N. CALDER, M. PETTICREW, M. WHITE, M. WHITEHEAD et S. CAPEWELL (2015). « Are interventions to promote healthy eating equally effective for all? Systematic review of socioeconomic inequalities in impact », *BMC Public Health*, vol. 15, n° 1, p. 1-15.
- \*MEYERHOEFER, C. D., et E. S. LEIBTAG (2010). « A spoonful of sugar helps the medicine go down: The relationship between food prices and medical expenditures on diabetes », *American Journal of Agricultural Economics*, vol. 92, n° 5, p. 1271-1282.
- \*MIAO, Z., J. C. BEGHIN et H. H. JENSEN (2012). « Taxing sweets: Sweetener input tax or final consumption tax? », *Contemporary Economic Policy*, vol. 30, n° 3, p. 344-361.
- \*MIAO, Z., J. C. BEGHIN et H. H. JENSEN (2013). « Accounting for product substitution in the analysis of food taxes targeting obesity », *Health Economics*, vol. 22, n° 11, p. 1318-1343.
- \*MICHELS, K. B., B. R. BLOOM, P. RICCARDI, B. A. ROSNER et W. C. WILLETT (2008). « A study of the importance of education and cost incentives on individual food choices at the Harvard School of Public Health cafeteria. », *Journal of the American College of Nutrition*, vol. 27, n° 1, p. 6-11.
- \*MILLER, J., et K. COBLE (2007). « Cheap food policy: Fact or rhetoric? », *Food Policy*, vol. 32, p. 98-111.
- MIZDRAK, A., P. SCARBOROUGH, W. E. WATERLANDER et M. RAYNER (2015). « Differential Responses to Food Price Changes by Personal Characteristic: A Systematic Review of Experimental Studies », *PLoS ONE*, vol. 10, n° 7, p. e0130320.
- MOHER, D., A. LIBERATI, J. TETZLAFF et D. ALTMAN (2009). « Preferred Reporting Items for Systematic Reviews and Meta-Analyses: The PRISMA Statement », *PLoS Med*, vol. 6, n° 7.
- \*MONSIVAIS, P., S. KIRKPATRICK et D. B. JOHNSON (2011). « More nutritious food is served in child-care homes receiving higher federal food subsidies », *Journal of the American Dietetic Association*, vol. 111, n° 5, p. 721-726.
- MOODIE, M., L. SHEPPARD, G. SACKS, C. KEATING et A. FLEGO (2013). « Cost-effectiveness of fiscal policies to prevent obesity », *Current Obesity Reports*, vol. 2, n° 3, p. 211-224.
- \*MOSIER, S. (2013). « Cookies, candy, and coke: Examining state sugar-sweetened-beverage tax policy from a multiple streams approach », *International Review of Public Administration*, vol. 18, n° 1, p. 93-120.
- MOZAFFARIAN, D., A. AFSHIN, N. L. BENOWITZ, V. BITTNER, S. R. DANIELS, H. A. FRANCH, D. R. JACOBS, W. E. KRAUS, P. M. KRIS-ETHERTON, D. A. KRUMMEL, B. M. POPKIN, L. P. WHITSEL et N. A. ZAKAI (2012). « Population approaches to improve diet, physical activity, and smoking habits: A scientific statement from the American Heart Association », *Circulation*, vol. 126, p. 1514-1563.
- MSSS (2016). *POLITIQUE GOUVERNEMENTALE DE PREVENTION EN SANTE*, QUEBEC.
- MSSS (2010). *VISION DES ENVIRONNEMENTS FAVORABLES A LA SANTE*. QUEBEC.

- MULLER, L., A. LACROIX, J. L. LUSK et B. RUFFIEUX (2016). « Distributional impacts of fat taxes and thin subsidies », *The Economic Journal*.
- \*MYTTON, O., A. GRAY, M. RAYNER et H. RUTTER (2007). « Could targeted food taxes improve health? », *Journal of Epidemiology and Community Health*, vol. 61, n° 8, p. 689-694.
- MYTTON, O. T., D. CLARKE et M. RAYNER (2012). « Taxing unhealthy food and drinks to improve health. », *BMJ (Clinical research ed.)*, vol. 344, p. e2931.
- MYTTON, O. T., H. EYLES et D. OGILVIE (2014). « Evaluating the health impacts of food and beverage taxes », *Current Obesity Reports*, vol. 3, n° 4, p. 432-439.
- \*NAKAMURA, R., M. SUHRCKE, S. A. JEBB, R. PECHEY, E. ALMIRON-ROIG et T. M. \*MARTEAU (2015). « Price promotions on healthier compared with less healthy foods: a hierarchical regression analysis of the impact on sales and social patterning of responses to promotions in Great Britain », *The American Journal of Clinical Nutrition*, vol. 101, n° 4, p. 808-816.
- NAYGA, R. M. (2008). « Nutrition, obesity and health: policies and economic research challenges », *European Review of Agricultural Economics*, vol. 35, n° 3, p. 281-302.
- \*NEDERKOORN, C., R. C. HAVERMANS, J. C. A. H. GIESEN et A. JANSEN (2011). « High tax on high energy dense foods and its effects on the purchase of calories in a supermarket. An experiment », *Appetite*, vol. 56, n° 3, p. 760-765.
- \*NGUYEN, B. T., K. SHUVAL, F. BERTMANN et A. L. YAROCH (2015). « The supplemental nutrition assistance program, food insecurity, dietary quality, and obesity among US adults », *American Journal of Public Health*, vol. 105, n° 7, p. 1453-1459.
- NIEBYLSKI, M. L., K. A. REDBURN, T. DUHANEY et N. R. CAMPBELL (2015). « Healthy food subsidies and unhealthy food taxation: A systematic review of the evidence », *Nutrition*, vol. 31, n° 6, p. 787-795.
- \*NI MHURCHU, C., T. BLAKELY, Y. JIANG, H. C. EYLES et A. RODGERS (2010). « Effects of price discounts and tailored nutrition education on supermarket purchases: a randomized controlled trial », *The American Journal of Clinical Nutrition*, vol. 91, n° 3, p. 736-747.
- \*NI MHURCHU, C., H. EYLES, R. DIXON, L. MATOE, T. TEEVALE et P. MEAGHER-LUNDBERG (2011). « Economic incentives to promote healthier food purchases: exploring acceptability and key factors for success », *Health Promotion International*, vol. 27, n° 3, p. 331-341.
- \*NNOAHAM, K. E., G. SACKS, M. RAYNER, O. MYTTON et A. GRAY (2009). « Modelling income group differences in the health and economic impacts of targeted food taxes and subsidies », *International Journal of Epidemiology*, vol. 38, n° 5, p. 1324-1333.
- \*NORDSTRÖM, J., et L. THUNSTRÖM (2009). « The impact of tax reforms designed to encourage healthier grain consumption », *Journal of Health Economics*, vol. 28, n° 3, p. 622-634.
- \*NORDSTRÖM, J., et L. THUNSTRÖM (2011). « Can targeted food taxes and subsidies improve the diet? Distributional effects among income groups », *Food Policy*, vol. 36, n° 2, p. 259-271.
- \*NORDSTROM, J., et L. THUNSTROM (2011). « Economic policies for healthier food intake: The impact on different household categories », *European Journal of Health Economics*, vol. 12, n° 2, p. 127-140.

- \*NORDSTROM, J., et L. THUNSTROM (2015). « The impact of price reductions on individuals' choice of healthy meals away from home », *Appetite*, vol. 89, p. 103-111.
- \*O'DONOGHUE, T., et M. RABIN (2006). « Optimal Sin Taxes », *Journal of Public Economics*, vol. 90, n° 10-11, p. 1825-1849.
- \*OKRENT, A. M., et J. M. ALSTON (2012). « The effects of farm commodity and retail food policies on obesity and economic welfare in the United States », *American Journal of Agricultural Economics*, vol. 94, n° 3, p. 611-646.
- \*OLIVER, J. E., et T. LEE (2005). « Public opinion and the politics of obesity in America », *Journal of Health Politics, Policy and Law*, vol. 30, n° 5, p. 923-954.
- \*OLSTAD, D. L., K. BALL, G. ABBOTT, S. A. MCNAUGHTON, H. N. D. LE, C. NI MHURCHU, C. POLLARD et D. A. CRAWFORD (2016). « A process evaluation of the Supermarket Healthy Eating for Life (SHELf) randomized controlled trial », *International Journal of Behavioral Nutrition and Physical Activity*, vol. 13, n° 1, p. 1-15.
- \*OLSTAD, D. L., L. A. GOONEWARDENE, L. J. MCCARGAR et K. D. RAINE (2014). « Choosing healthier foods in recreational sports settings: a mixed methods investigation of the impact of nudging and an economic incentive », *International Journal of Behavioral Nutrition and Physical Activity*, vol. 11, n° 1, p. 1-14.
- OMS (2016). *Rapport de la Commission pour mettre fin à l'obésité de l'enfant*, Genève, OMS.
- \*PAINE-ANDREWS, A., V. T. FRANCISCO, S. B. FAWCETT, J. JOHNSTON et S. COEN (1997). « Health marketing in the supermarket », *Health Marketing Quarterly*, vol. 14, n° 2, p. 85-99.
- \*PAPOUTSI, G. S., R. M. NAYGA JR., P. LAZARIDIS et A. C. DRICHOUTIS (2015). « Fat tax, subsidy or both? The role of information and children's pester power in food choice », *Journal of Economic Behavior & Organization*, vol. 117, p. 196-208.
- \*PAYNE, G. H., H. WETHINGTON, L. OLSHO, J. JERNIGAN, R. FARRIS et D. K. WALKER (2013). « Implementing a farmers' market incentive program: Perspectives on the New York City Health Bucks Program », *Preventing Chronic Disease*, vol. 10, p. E145.
- PHAM, M. T., A. RAJIC, J. GREIG, J. SARGEANT, A. PAPADOPOULOUS et S. MCEWEN (2014). « A scoping review of scoping reviews: advancing the approach and enhancing the consistency », *Research synthesis methods*, vol. 5, p. 371-385.
- \*PHIPPS, E. J., L. E. BRAITMAN, S. D. STITES, S. B. SINGLETARY, S. L. WALLACE, L. HUNT, S. AXELROD, K. GLANZ et N. UPLINGER (2015). « Impact of a rewards-based incentive program on promoting fruit and vegetable purchases », *American Journal of Public Health*, vol. 105, n° 1, p. 166-172.
- \*PIERONI, L., D. LANARI et L. SALMASI (2013). « Food prices and overweight patterns in Italy », *The European Journal of Health Economics*, vol. 14, n° 1, p. 133-151.
- \*PILCHMAN, D. (2015). « Money for nothing: Are decoupled agricultural subsidies just? », *Journal of Agricultural and Environmental Ethics*, vol. 28, n° 6, p. 1105-1125.
- \*PITT, E., E. KENDALL, A. P. HILLS et T. COMANS (2014). « Listening to the experts: is there a place for food taxation in the fight against obesity in early childhood? », *BMC Obesity*, vol. 1, n° 1, p. 1-9.

- \*POMERANZ, J. L. (2012). « Advanced policy options to regulate sugar-sweetened beverages to support public health », *Journal of Public Health Policy*, vol. 33, n° 1, p. 75-88.
- \*POMERANZ, J. L. (2013). « Taxing food and beverage products: A public health perspective and a new strategy for prevention », *University of Michigan Journal of Law Reform*, vol. 46, n° 3, p. 999-1027.
- \*POWELL, L. (2009). « Fast food costs and adolescent body mass index: Evidence from panel data », *Journal of Health Economics*, vol. 28, n° 5, p. 963-970.
- \*POWELL, L., C. AULD, F. CHALOUKKA, P. M. O'MALLEY et L. D. JOHNSTON (2007). « Access to fast food and food prices: Relationship with fruit and vegetable consumption and overweight among adolescents », *Advances in Health Economics and Health Services Research*, vol. 17, p. 23-48.
- \*POWELL, L., et Y. BAO (2009). « Food prices, access to food outlets and child weight », *Economics & Human Biology*, vol. 7, n° 1, p. 64-72.
- \*POWELL, L., et F. J. CHALOUKKA (2009a). *Economic Contextual Factors and Child Body Mass Index*, NBER Working Paper #15046.
- \*POWELL, L., et F. J. CHALOUKKA (2009b). « Food prices and obesity: Evidence and policy implications for taxes and subsidies », *Milbank Quarterly*, vol. 87, n° 1, p. 229-257.
- \*POWELL, L., J. CHRIQUI et F. CHALOUKKA (2009). « Associations between state-level soda taxes and adolescent body mass index », *Journal of Adolescent Health*, vol. 45, n° 3, p. S57-S63.
- POWELL, L. M., J. F. CHRIQUI, T. KHAN, R. WADA et F. J. CHALOUKKA (2013). « Assessing the potential effectiveness of food and beverage taxes and subsidies for improving public health: a systematic review of prices, demand and body weight outcomes », *Obesity Reviews*, vol. 14, n° 2, p. 110-128.
- \*POWELL, L. M., et E. HAN (2011). « Adult Obesity and the Price and Availability of Food in the United States », *American Journal of Agricultural Economics*.
- \*PROMBERGER, M., P. DOLAN et T. M. MARTEAU (2012). « “Pay them if it works”: Discrete choice experiments on the acceptability of financial incentives to change health related behaviour », *Social Science & Medicine*, vol. 75, n° 12, p. 2509-2514.
- PUBLIC HEALTH ENGLAND (2015). *Sugar Reduction: The evidence for action*, Londres, Public Health England.
- \*RANSLEY, J. K., D. C. GREENWOOD, J. E. CADE, S. BLENKINSOP, I. SCHAGEN, D. TEEMAN, E. SCOTT, G. WHITE et S. SCHAGEN (2007). « Does the school fruit and vegetable scheme improve children's diet? A non-randomised controlled trial », *Journal of Epidemiology and Community Health*, vol. 61, n° 8, p. 699-703.
- \*RESNIK, D. B. (2015). « Food and beverage policies and public health ethics », *Health Care Analysis*, vol. 23, n° 2, p. 122-133.
- RICHARDS, M. R., et J. L. SINDELAR (2013). « Rewarding healthy food choices in SNAP: Behavioral economic applications », *Milbank Quarterly*, vol. 91, n° 2, p. 395-412.

- \*RIVARD, C., D. SMITH, S. E. MCCANN et A. HYLAND (2012). « Taxing sugar-sweetened beverages: a survey of knowledge, attitudes and behaviours », *Public Health Nutrition*, vol. 15, n° 8, p. 1355-1361.
- Rozworski, M. (2014). *Méthodes d'évaluation économique : Quelles sont les implications éthiques pour les politiques publiques favorables à la santé?* Montréal, Québec : Centre de collaboration nationale sur les politiques publiques et la santé.
- ROY, R., B. KELLY, A. RANGAN et M. ALLMAN-FARINELLI (2015). « Food environment interventions to improve the dietary behavior of young adults in tertiary education settings: A systematic literature review. », *Journal of the Academy of Nutrition and Dietetics*, vol. 115, n° 10, p. 1647-1681.e1.
- \*SACKS, G., J. L. VEERMAN, M. MOODIE et B. SWINBURN (2011). « 'Traffic-light' nutrition labelling and 'junk-food' tax: a modelled comparison of cost-effectiveness for obesity prevention », *International Journal of Obesity*, vol. 35, n° 7, p. 1001-1009.
- DE SA, J., et K. LOCK (2008). « Will European agricultural policy for school fruit and vegetables improve public health? A review of school fruit and vegetable programmes », *The European Journal of Public Health*, vol. 18, n° 6, p. 558-568.
- SASSI, F., et A. BELLONI (2014). « Fiscal incentives, behavior change and health promotion: what place in the health-in-all-policies toolkit? », *Health Promotion International*, vol. 29, n° suppl 1, p. i103-i112.
- SASSI, F., A. BELLONI et C. CAPOBIANCO (2013). *The Role of Fiscal Policies in Health Promotion*, OECD, « Health working papers », 66.
- SASSI, F., A. BELLONI et C. CAPOBIANCO (2014). « Taxation and economics incentives on health -- Related commodities: Alcohol, tobacco and food », dans *Regulating Lifestyle – Europe, Alcohol, Tobacco and Unhealthy Diets*, Cambridge University Press.
- \*SASSI, F., M. CECCHINI, J. A. LAUER et D. CHISHOLM (2009). *Improving Lifestyles, Tackling Obesity: The Health and Economic Impact of Prevention Strategies*, Paris, OECD, Health working papers 48.
- \*SCHROETER, C., J. LUSK et W. TYNER (2008). « Determining the impact of food price and income changes on body weight », *Journal of Health Economics*, vol. 27, n° 1, p. 45-68.
- SHEMILT, I., G. J. HOLLANDS, T. M. MARTEAU, R. NAKAMURA, S. A. JEBB, M. P. KELLY, M. SUHRCKE et D. OGILVIE (2013). « Economic instruments for population diet and physical activity behaviour change: A systematic scoping review », *PLoS ONE*, vol. 8, n° 9, p. e75070.
- SHEMILT, I., T. M. MARTEAU, R. D. SMITH et D. OGILVIE (2015). « Use and cumulation of evidence from modelling studies to inform policy on food taxes and subsidies: biting off more than we can chew? », *BMC Public Health*, vol. 15, n° 1, p. 297.
- \*SMED, S. (2012). « Financial penalties on foods: The fat tax in Denmark », *Nutrition Bulletin*, vol. 37, n° 2, p. 142-147.
- \*SMED, S., J. D. JENSEN et S. DENVER (2007). « Socio-economic characteristics and the effect of taxation as a health policy instrument », *Food Policy*, vol. 32, n° 5-6, p. 624-639.

- \*SMED, S., P. SCARBOROUGH, M. RAYNER et J. D. JENSEN (2016). « The effects of the Danish saturated fat tax on food and nutrient intake and modelled health outcomes: an econometric and comparative risk assessment evaluation. », *European Journal of Clinical Nutrition*, vol. 70, n° 6, p. 681-686.
- \*SMITH-DRELICH, N. (2016). « Buying health: Assessing the impact of a consumer-side vegetable subsidy on purchasing, consumption and waste », *Public Health Nutrition*, vol. 19, n° 03, p. 520-529.
- \*SMITH, T. A., B.-H. LIN et J.-Y. LEE (2010). *Taxing Caloric Sweetened Beverages Potential Effects on Beverage Consumption, Calorie Intake, and Obesity*, USDA Economic Research Service, « Economic Research Report ».
- SOLER, L.-G. (2016). « Politiques nutritionnelles : quels impacts possibles sur les inégalités sociales de santé ? », *Revue d'Épidémiologie et de Santé Publique*, vol. 64, n° Supplement 2, p. S55-S60.
- \*SONNEVILLE, K. R., M. W. LONG, Z. J. WARD, S. C. RESCH, Y. C. WANG, J. L. POMERANZ, M. L. MOODIE, R. CARTER, G. SACKS, B. A. SWINBURN et S. L. GORTMAKER (2015). « BMI and healthcare cost impact of eliminating tax subsidy for advertising unhealthy food to youth », *American Journal of Preventive Medicine*, vol. 49, n° 1, p. 124-134.
- \*STEENHUIS, I. H., W. E. WATERLANDER et A. DE MUL (2011). « Consumer food choices: The role of price and pricing strategies », *Public Health Nutrition*, vol. 14, n° 12, p. 2220-2226.
- \*STRELETSKAYA, N. A., P. RUSMEVICHIENTONG, W. AMATYAKUL et H. M. KAISER (2014). « Taxes, subsidies, and advertising efficacy in changing eating behavior: An experimental study », *Applied Economic Perspectives and Policy*, vol. 36, n° 1, p. 146-174.
- \*STURM, R., R. AN, D. SEGAL et D. PATEL (2013). « A cash-back rebate program for healthy food purchases in South Africa: Results from scanner data », *American Journal of Preventive Medicine*, vol. 44, n° 6, p. 567-572.
- \*STURM, R., et A. DATAR (2005). « Body mass index in elementary school children, metropolitan area food prices and food outlet density », *Public Health*, vol. 119, n° 12, p. 1059-1068.
- \*STURM, R., et A. DATAR (2008). « Food prices and weight gain during elementary school: 5-year update », *Public Health*, vol. 122, n° 11, p. 1140-1143.
- \*STURM, R., L. POWELL, J. CHRIQUI et F. CHALOUKPA (2010). « Soda taxes, soft drink consumption, and children's body mass index », *Health Affairs*, vol. 29, n° 5, p. 1052-1058.
- \*TAK, N. I., S. J. TE VELDE et J. BRUG (2007). « Ethnic differences in 1-year follow-up effect of the Dutch Schoolgruiten Project – promoting fruit and vegetable consumption among primary-school children », *Public Health Nutrition*, vol. 10, n° 12, p. 1497-1507.
- \*TALUKDAR, D., et C. LINDSEY (2013). « To buy or not to buy: Consumers' demand response patterns for healthy versus unhealthy food », *Journal of Marketing*, vol. 77, n° 2, p. 124-138.
- \*TEMPLE, J. L., K. M. JOHNSON, K. ARCHER, A. LACARTE, C. YI et L. H. EPSTEIN (2011). « Influence of simplified nutrition labeling and taxation on laboratory energy intake in adults », *Appetite*, vol. 57, n° 1, p. 184-192.

- \*TEMPLE, J. L., A. M. ZIEGLER et L. H. EPSTEIN (2016). « Influence of price and labeling on energy drink purchasing in an experimental convenience store », *Journal of Nutrition Education and Behavior*, vol. 48, n° 1, p. 54-59.e1.
- \*TEN HAVE, M., I. D. DE BEAUFORT, P. J. TEIXEIRA, J. P. MACKENBACH et A. VAN DER HEIDE (2011). « Ethics and prevention of overweight and obesity: an inventory », *Obesity Reviews*, vol. 12, n° 9, p. 669-679.
- THOW, A. M., S. DOWNS et S. JAN (2014). « A systematic review of the effectiveness of food taxes and subsidies to improve diets: Understanding the recent evidence », *Nutrition Reviews*, vol. 72, n° 9, p. 551-565.
- \*THOW, A. M., P. HEYWOOD, S. LEEDER et L. BURNS (2011). « The global context for public health nutrition taxation », *Public Health Nutrition*, vol. 14, n° 1, p. 176-186.
- THOW, A. M., S. JAN, S. LEEDER et B. SWINBURN (2010). « The effect of fiscal policy on diet, obesity and chronic disease: a systematic review », *Bulletin of the World Health Organization*, vol. 88, n° 8, p. 609-614.
- \*TIFFIN, R., et M. ARNOULT (2011). « The public health impacts of a fat tax », *European Journal of Clinical Nutrition*, vol. 65, n° 4, p. 427-433.
- \*TIGERSTROM, B. (2012). « Taxing sugar-sweetened beverages for public health: legal and policy issues in Canada », *Alberta Law Review*, vol. 50, n° 1, p. 37-64.
- VON TIGERSTROM, B. (2009). *Tax and Subsidy Measures for Obesity Prevention: Background Paper*.
- UNNEVEHR, L. J. (2012). « Food and health: Can economics contribute to improved outcomes? », *American Journal of Agricultural Economics*.
- \*VALLGARDA, S., L. HOLM et J. D. JENSEN (2015). « The Danish tax on saturated fat: Why it did not survive », *European Journal of Clinical Nutrition*, vol. 69, n° 2, p. 223-226.
- \*VEERMAN, J. L., J. J. BARENDREGT et J. P. MACKENBACH (2006). « The European Common Agricultural Policy on fruits and vegetables: exploring potential health gain from reform », *The European Journal of Public Health*, vol. 16, n° 1, p. 31-35.
- \*TE VELDE, S. J., J. BRUG, M. WIND, C. HILDONEN, M. BJELLAND, C. PÉREZ-RODRIGO et K.-I. KLEPP (2008). « Effects of a comprehensive fruit- and vegetable-promoting school-based intervention in three European countries: the Pro Children Study », *British Journal of Nutrition*, vol. 99, n° 4, p. 893-903.
- WALL, J., C. N. MHURCHU, T. BLAKELY, A. RODGERS et J. WILTON (2006). « Effectiveness of monetary incentives in modifying dietary behavior: A review of randomized, controlled trials », *Nutrition Reviews*, vol. 64, n° 1.
- \*WANG, Y. C., P. COXSON, Y.-M. SHEN, L. GOLDMAN et K. BIBBINS-DOMINGO (2012). « A penny-per-ounce tax on sugar-sweetened beverages would cut health and cost burdens of diabetes », *Health Affairs*, vol. 31, n° 1, p. 199-207.
- \*WATERLANDER, W. E. (2013). « Effects of different discount levels on healthy products coupled with a healthy choice label, special offer label or both: results from a web-based supermarket experiment », *International Journal of Behavioral Nutrition and Physical Activity*, vol. 10, p. 59.

- \*WATERLANDER, W. E., M. R. DE BOER, A. J. SCHUIT, J. C. SEIDELL et I. H. STEENHUIS (2013). « Price discounts significantly enhance fruit and vegetable purchases when combined with nutrition education: a randomized controlled supermarket trial », *The American Journal of Clinical Nutrition*, vol. 97, n° 4, p. 886-895.
- \*WATERLANDER, W. E., A. DE MUL, A. J. SCHUIT, J. C. SEIDELL et I. H. STEENHUIS (2010). « Perceptions on the use of pricing strategies to stimulate healthy eating among residents of deprived neighbourhoods: A focus group study. », *The International Journal of Behavioral Nutrition and Physical Activity*, vol. 7, p. 44.
- \*WATERLANDER, W. E., C. NI MHURCHU et I. H. M. STEENHUIS (2014). « Effects of a price increase on purchases of sugar sweetened beverages: Results from a randomized controlled trial », *Appetite*, vol. 78, p. 32-39.
- \*WATERLANDER, W. E., I. H. STEENHUIS, M. R. DE BOER, A. J. SCHUIT et J. C. SEIDELL (2012). « The effects of a 25% discount on fruits and vegetables: results of a randomized trial in a three-dimensional web-based supermarket », *International Journal of Behavioral Nutrition and Physical Activity*, vol. 9, n° 1, p. 1-12.
- \*WATERLANDER, W. E., I. H. M. STEENHUIS, M. R. DE BOER, A. J. SCHUIT et J. C. SEIDELL (2012). « Introducing taxes, subsidies or both: The effects of various food pricing strategies in a web-based supermarket randomized trial », *Preventive Medicine*, vol. 54, n° 5, p. 323-330.
- \*WATERLANDER, W. E., I. H. STEENHUIS, E. DE VET, A. J. SCHUIT et J. C. SEIDELL (2010). « Expert views on most suitable monetary incentives on food to stimulate healthy eating », *European Journal of Public Health*, vol. 20, n° 3, p. 325-331.
- \*WELLS, L., et M. NELSON (2005). « The National School Fruit Scheme produces short-term but not longer-term increases in fruit consumption in primary school children », *British Journal of Nutrition*, vol. 93, p. 537-542.
- \*WENDT, M., et J. E. TODD (2011). *The Effect of Food and Beverage Prices on Children's Weights*, USDA, Economic Research Report Number 118.
- \*WINETT, R. A., E. S. ANDERSON, P. G. BICKLEY, J. WALBERG-RANKIN, J. F. MOORE, M. LEAHY, C. E. HARRIS et R. E. GERKIN (1997). « Nutrition for a lifetime system: A multimedia system for altering food supermarket shoppers' purchases to meet nutritional guidelines », *Computers in Human Behavior*, vol. 13, n° 3, p. 371-392.
- WHO (2013). *Global Action Plan for the prevention and control of non-communicable diseases*, Geneva, WHO.
- WHO (2016). *Fiscal Policies for Diet and Prevention of Noncommunicable Diseases: Technical Meeting Report*, Geneva, WHO.
- \*YANIV, G., O. ROSIN et Y. TOBOL (2009). « Junk-food, home cooking, physical activity and obesity: The effect of the fat tax and the thin subsidy », *Journal of Public Economics*, vol. 93, n° 5-6, p. 823-830.
- \*ZHANG, D., P. J. GIABBANELLI, O. A. ARAH et F. J. ZIMMERMAN (2014). « Impact of different policies on unhealthy dietary behaviors in an urban adult population: An agent-based simulation model », *American Journal of Public Health*, vol. 104, n° 7, p. 1217-1222.

- \*ZHANG, Q., Z. CHEN, N. DIAWARA et Y. WANG (2011). « Prices of unhealthy foods, food stamp program participation, and body weight status among U.S. low-income women », *Journal of Family and Economic Issues*, vol. 32, n° 2, p. 245-256.
- \*ZHEN, C., E. A. FINKELSTEIN, J. M. NONNEMAKER, S. A. KARNS et J. E. TODD (2013). « Predicting the effects of sugar-sweetened beverage taxes on food and beverage demand in a large demand system », *American Journal of Agricultural Economics*, vol.96, no 1, p.1-25.



## **Annexe 1**

### **Méthodologie détaillée**



## Méthodologie détaillée

Afin de réaliser cette synthèse des connaissances, nous avons mené une revue de littérature de type exploratoire. La revue exploratoire, comme la revue systématique, identifie des critères d'inclusion et d'exclusion, et présente de façon explicite le processus de sélection et d'analyse des publications retenues. Par contre, comme elle est utilisée dans les cas où la documentation potentiellement utile est jugée particulièrement vaste et variée, elle n'inclut pas habituellement une analyse critique de la qualité méthodologique des études sélectionnées (Joanna Briggs Institute, 2015, Pham, 2014).

Pour cette synthèse de connaissance, nous avons utilisé le cadre méthodologique proposé par le Joanna Briggs Institute pour les revues exploratoires. Il est similaire au cadre méthodologique PRISMA (« Preferred Reporting Items for Systematic Reviews and Meta-Analyses », Moher, 2009) qui, avec l'approche Cochrane, devient les standards les plus fréquemment utilisés lors de la présentation de données probantes pour soutenir la décision. Cependant, le cadre du Briggs Institute est adapté au contexte des revues exploratoires. Notons toutefois que, contrairement à ce que ce protocole recommande, nous ne sommes pas en mesure d'avoir deux évaluateurs pour assurer la sélection et l'analyse des publications.

### 01) Critères d'inclusion et d'exclusion

---

Nous avons retenu dans notre corpus de publications à analyser celles publiées dans une revue avec comité de pairs ou par des organismes reconnus scientifiquement, en français ou en anglais. Les publications doivent évaluer l'efficacité, le rapport coût-efficacité, ou les enjeux de mise en œuvre d'un, ou de plusieurs, instruments économiques qui visent à favoriser l'adoption de saines habitudes alimentaires. Les publications sur l'impact de la variation des prix sur la consommation des aliments (élasticité prix) ont été retenues, même si elles ne mesuraient pas l'impact d'une intervention de type économique comme tel, car il s'agit d'une manière fréquemment utilisée pour modéliser l'impact possible d'instruments économiques sur les habitudes alimentaires.

Nos critères d'inclusion sont de large portée : nous n'avons pas spécifié de limites quant à des populations particulières (ex. : enfants, adolescents, adultes), des régions géographiques (ex. : pays industrialisés), des types de méthodologies et des tailles d'échantillon (ex. : études expérimentales), ou des types d'instruments économiques (taxation, subvention). Nous souhaitons ratisser l'ensemble du champ des connaissances pertinentes et nos critères reflètent cet objectif.

Nous avons exclu de notre corpus les essais, les articles d'opinions, les publications sur les bénéfices économiques des interventions en promotion des saines habitudes de vie ou sur les coûts de mise en œuvre des interventions. Nous avons aussi exclu les publications qui examinent les déterminants économiques de l'obésité ou des habitudes alimentaires (ex. : le revenu des ménages) et les publications qui évaluent les coûts associés à une saine alimentation. Les présentations à des conférences et les mémoires de maîtrise et les thèses de doctorat n'ont pas été incluses.

Les revues de littérature, systématiques ou narratives, qui recensaient des publications qui répondaient à nos critères d'inclusion ont été intégrées dans le corpus pour des fins de recherche bibliographique. Cependant, nous n'avons pas appliqué notre grille de codage à ces publications, mais plutôt avons ajouté dans notre corpus les études primaires qui se retrouvaient dans ces revues de littérature et qui répondaient à nos critères d'inclusion.

## 02) Stratégie de recherche bibliographique

---

Afin de tirer avantage des revues systématiques déjà réalisées sur le sujet, nous avons commencé notre recherche en utilisant 37 revues de la littérature. La première d'entre elles réalisée par Schemilt et ses collaborateurs (2013) avait été identifiée dans un projet précédent (Le Bodo et collab., 2015). Cette revue systématique a servi comme point de départ pour l'utilisation de la technique « boule de neige », c'est-à-dire que nous avons évalué les références de cette revue de littérature afin d'identifier les revues de littérature qui répertoriaient des travaux qui répondaient à nos critères d'inclusion. Ensuite, nous avons évalué les références de ces revues de littérature et sélectionné celles qui répondaient à nos critères d'inclusion. La majorité des publications de notre corpus proviennent de ces 37 revues de la littérature.

Afin d'identifier les publications les plus récentes, nous avons aussi utilisé une technique boule de neige inversée pour certaines des revues de littérature recensées. À l'aide de Google Scholar, nous pouvons retracer les publications qui citent les revues de littérature les plus pertinentes. Nous avons utilisé cette technique pour quatre revues systématiques.

Nous avons complété notre recherche bibliographique en utilisant deux bases de données bibliographiques, PUBMED et ECONLIT, et le moteur de recherche Google Scholar. Les recherches avec Google Scholar donnent plusieurs milliers de résultats, mais étant donné que les résultats sont classés en ordre de pertinence, l'analyse des 200 premiers résultats s'avère suffisante pour identifier les publications qui répondent aux critères d'inclusion. De même lorsque les recherches avec PUBMED produisaient plusieurs centaines de résultats, nous avons analysé les 200 premiers titres. Ces différentes composantes de notre stratégie de recherche bibliographique nous ont permis d'atteindre un point de saturation, c'est-à-dire que de nouvelles recherches ne permettaient plus d'identifier de nouvelles publications. Le tableau A.1 présente les détails de la stratégie de recherche bibliographique que nous avons déployée afin de colliger les publications qui forment notre corpus.

Le tri pour la première phase de notre recherche bibliographique s'est fait sur la base des titres et des résumés des publications. Les publications sélectionnées (n= 387) ont été sauvegardées sur le logiciel de gestion de références bibliographiques Zotero (voir figure A.1). Le second tri s'est fait à partir de la lecture du texte complet. Des 387 publications à évaluer, 65 étaient des revues de littérature, soit des revues systématiques ou des revues narratives. À cette étape, nous avons exclu 116 publications qui ne répondaient pas à nos critères. Nous avons donc codé 206 publications.

## 03) Cueillette des données

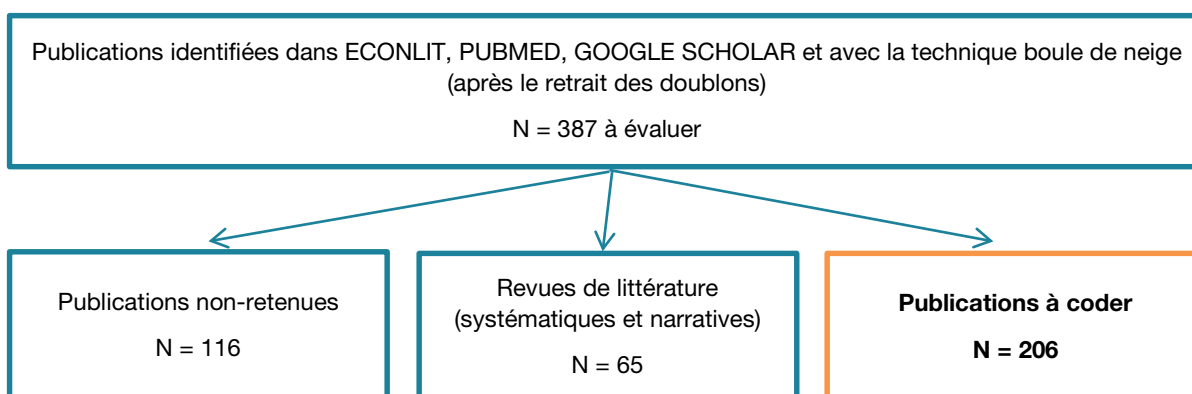
---

Une grille de codage a été créée afin de colliger l'information provenant de la revue exploratoire de façon structurée. La grille de codage vise à caractériser les publications retenues sur plusieurs dimensions (voir figure A.3). Premièrement, le codeur doit identifier si la publication vise à mesurer l'efficacité, le rapport coût-efficacité ou se penche sur des enjeux de mises en œuvre. Il s'agit de choix non exclusifs. Le territoire ou pays couvert par l'étude, le type d'instruments économiques et le type de devis de recherche sont aussi codés. Pour chaque instrument sous examen, on note le type d'effets mesurés et les effets observés : les effets désirés, les effets non désirés ou l'absence d'effets. Donc, une seule publication peut mesurer l'effet de deux instruments (par exemple, une taxe nutritionnelle et une subvention à l'achat de fruits et légumes) sur plusieurs types d'effets (ex. : le nombre total de calories consommées, l'indice de masse corporelle, la prévalence des accidents cardio-vasculaires).

La grille permet aussi de coder si des effets différenciés ont été mesurés et observés par les chercheurs, que ce soit par groupe d'âge, par genre, par statut socio-économique ou d'autres variables. Pour ce qui est des études sur le ratio coût-efficacité, nous classons les études selon si elles rapportent que l'instrument étudié s'est révélé coût efficace ou non. Pour les publications sur les enjeux de mise en œuvre, nous codons quels enjeux sont sous examen. Finalement, la grille de codage inclut un espace pour inclure des commentaires du codeur.

Le logiciel Microsoft Access a été utilisé pour collecter et analyser les données recueillies. La première version de la grille a été développée suite à la lecture de quelques revues de littérature qui a permis d'identifier les instruments, les effets (variables dépendantes), les devis, les enjeux de mise en œuvre les plus présents dans les écrits scientifiques. Le logiciel utilisé permettait aussi au codeur d'ajouter facilement de nouvelles catégories de codage dans le menu déroulant, lorsque nécessaire. Le codage a été réalisé par une seule personne entre le 13 juin et le 5 août 2016. Des corrections au codage ont été faites durant la semaine du 24 octobre 2016.

**Figure A.1 Collecte des données**



**Tableau A.1 Stratégie de recherche bibliographique présentée en ordre chronologique de réalisation (réalisée entre le 2 mai 2016 et le 13 juin 2016)**

**Recherche dans Google Scholar**

<b>Mots-clé/ou stratégie</b>	<b>Résultats</b>	<b>Publications ajoutées à la liste de publications à évaluer pour le second tri</b>
Technique boule de neige, à partir des 37 revues de littérature analysées (revues identifiées à partir de Schemilt, 2015)	Examen de toutes les références des revues de littératures sélectionnées (titre ou résumé) par CB	262 publications
Technique boule de neige inversée à partir de la revue de littérature de Schemilt, 2015	Examen des 18 publications citant Schemilt, 2013 (titre et/ou résumé) par CB	5 publications additionnelles
Technique boule de neige inversée, à partir de la revue de littérature de Niebelsky 2015	Examen des 9 publications citant Niebelsky, 2015 (titre et/ou résumé) par CB	3 publications additionnelles
Technique boule de neige inversée à partir de la revue de littérature de Epstein, 2010	Examen des 103 publications citant Epstein, 2010 (titre et/ou résumé) par CB	21 publications additionnelles
Technique boule de neige inversée à partir de la revue de littérature de Okrent 2012	Examen des 47 publications citant Okrent, 2012 (titre et/ou résumé) par CB	4 publications additionnelles
Economic instruments and diet	185 000 résultats classés par ordre de pertinence Examen des 200 premiers résultats (titre et/ou résumé) par CB	17 publications additionnelles
Economic instruments and healthy diet	128 000 résultats classés par ordre de pertinence Examen des 200 premiers résultats (titre et/ou résumé) par CB	8 publications additionnelles
Economic policy and healthy diets	219 000 résultats classés par ordre de pertinence Examen des 200 premiers résultats (titre et/ou résumé) par CB	7 publications additionnelles
Economic instruments food and beverages	98 100 résultats classés par ordre de pertinence Examen des 200 premiers résultats (titre et/ou résumé) par CB	12 publications additionnelles
Economic policy food and beverages	244 000 résultats classés par ordre de pertinence Examen des 200 premiers résultats (titre et/ou résumé) par CB	5 publications additionnelles

**Tableau A.1 Stratégie de recherche bibliographique présentée en ordre chronologique de réalisation (réalisée entre le 2 mai 2016 et le 13 juin 2016) (suite)**

<b>Mots-clé/ou stratégie</b>	<b>Résultats</b>	<b>Publications ajoutées à la liste de publications à évaluer pour le second tri</b>
Economic instruments obesity	77 500 résultats classés par ordre de pertinence  Examen des 200 premiers résultats (titre et/ou résumé) par CB	3 publications additionnelles
Subsidies food health	299 000 résultats classés par ordre de pertinence  Examen des 200 premiers résultats (titre et/ou résumé) par CB	5 publications additionnelles
Tax, subsidies and obesity	20 900 résultats classés par ordre de pertinence  Examen des 200 premiers résultats (titre et/ou résumé) par CB	1 publication additionnelle
Tax, subsidies and healthy diet	34 100 résultats classés par ordre de pertinence  Examen des 200 premiers résultats (titre et/ou résumé) par CB	6 publications additionnelles
<b>Total</b>		<b>359 publications</b>

**Tableau A.2 Recherche dans ECONLIT**

<b>Mots-clés</b>		<b>Publications ajoutées à la liste de publications à évaluer pour le second tri</b>
Economic instruments healthy diets	Examen des 5 résultats (titre et/ou résumé) par CB	1 publication additionnelle
Economic intervention healthy diet	Examen de 15 résultats (titre et/ou résumé) par CB	1 publication additionnelle
Economic policy healthy diet	Pas de résultats	0
Healthy diet	Examen des 58 résultats (titre et/ou résumé) par CB	1 publication additionnelle
Food and beverages and health	Pas de résultats	0
Subsidy food	Examen des 195 résultats (titre et/ou résumé) par CB	2 publications additionnelles
Taxation food	Examen de 195 résultats (titre et/ou résumé) par CB	7 publications additionnelles
<b>Total</b>		<b>12 publications</b>

**Tableau A.3 Recherche dans PUBMED**

<b>Mots-clés</b>	<b>Premier tri</b>	<b>Publications ajoutées à la liste de publications à évaluer pour le second tri</b>
Economic instruments healthy diet	Examen des 9 résultats (titre et/ou résumé) par CB	0
Economic policy healthy diet	797 résultats en ordre chronologique; examen des 200 premiers résultats (titre et/ou résumé) par CB	6 publications additionnelles
Subsidy healthy diet	Examen des 22 résultats (titre et/ou résumé) par CB	2 publications additionnelles
Taxation healthy diet	Examen des 48 résultats (titre et/ou résumé) par CB	1 publication additionnelle
Suggestion de PUBMED : Similar articles to Niebelsky 2015	Examen des 6 résultats (titre et /ou résumé) par CB	6 publications additionnelles
<b>Total</b>		<b>15 publications</b>

Figure A.2 Grille de codage

**Instruments économiques pour favoriser la saine alimentation**
◀ ▶ Nouveau

**Identification de la publication**  
 No  Auteur :  Année de publication :   
 Lien :

**Objectif de l'étude :**
 Mesurer l'efficacité  
 Mesurer le rapport coût-efficacité  
 Examiner les enjeux de mise en œuvre

**Méthodologie de l'étude :**

**Pays ou territoire (province/état/ville) dans lequel l'intervention a été mise en œuvre :**

**Milieus visés :**

- Restaurant et casse-croûte
- Milieu scolaire
- Milieu pré-scolaire (garderie)
- Épiceries
- Laboratoire virtuel
- Laboratoire physique
- Hôpital

**Type(s) de mesure examinée dans l'article**  
 Mesure :   
 Type d'effet :   
 Effets mesurés par la recherche (efficacité) :   
 Ampleur des effets : Effets non désirés :  Effets désirés :

**L'étude a observé un effet différentiel selon des sous-groupes de population :**  
 Hommes / Femmes :   
 Groupe d'âge :   
 Statut socio-économique :   
 Autre groupe, spécifier :

**Est-ce que l'intervention est considérée coût-efficace ?**

**Enjeux de mise en œuvre soulevés :**

- Un objectif par intervention
- Acceptabilité sociale
- Influence des groupes d'intérêts
- Considérations budgétaires
- Enjeux juridiques

**Commentaires :**



## **Annexe 2**

### **Tableaux supplémentaires**



## Tableaux supplémentaires

**Tableau A.4 Nombre de publications selon le pays dans lequel l'instrument est évalué**

**N = 206 publications**

<b>Pays</b>	<b>Fréquence</b>
États-Unis	107
Pays-Bas	17
France	13
Danemark	12
Royaume-Uni	12
Multi-pays	7
Australie	6
Norvège	5
Suède	4
Canada	3
Nouvelle-Zélande	3
Irlande	3
Mexique	3
Afrique du Sud	2
Hongrie	1
Europe	1
Finlande	1
Brésil	1
Allemagne	1
Chine	1
Grèce	1
Russie	1
Italie	1

**Tableau A.5 Nombre de publications sur l'efficacité et sur le rapport coût-efficacité selon l'instrument économique sous examen et nombre de mesures de ces instruments observant les effets désirés**

**N = 168 publications\***

Instrument	Nbre de publications	Nbre de mesures	Mesures avec effets désirés	
			n	%
Taxation des boissons sucrées	36	63	53	84,1
Subventions (ou rabais) pour l'achat d'aliments répondant à des critères nutritionnels	44	62	42	67,7
Taxes nutritionnelles	30	40	35	87,5
Subventions (ou rabais) pour l'achat de fruits et légumes	25	35	23	65,7
Taxes nutritionnelles sur un ou des aliments (autres que les boissons sucrées)	16	25	17	68,0
Taxes nutritionnelles sur le gras	16	19	18	94,7
Distribution gratuite ou à prix réduit de fruits et légumes dans les écoles	10	12	10	83,3
Subventions agricoles	7	8	1	12,5
Interdiction d'utiliser les bons alimentaires ( <i>food stamps</i> ) pour des aliments ne répondant pas à des critères nutritionnels	2	6	5	83,3
Taxes nutritionnelles sur les calories	5	5	5	100,0
Taxes nutritionnelles sur le sucre	3	4	4	100,0
Bons alimentaires (pour les ménages à faibles revenus)	3	4	4	100,0
Élimination des avantages fiscaux pour la publicité pour les aliments défavorables à la santé	2	2	2	100,0
Subventions pour promotion des fruits et légumes (production domestique)	2	2	2	100,0
Taxation des repas aux restaurants (vs repas préparés à la maison)	1	1	1	100,0
Subventions au milieu de garde pour repas ou collations	1	1	1	100,0
Variation des primes d'assurances selon les habitudes alimentaires	1	1	1	100,0
<b>TOTAL</b>	<b>204</b>	<b>290</b>	<b>224</b>	<b>77,2</b>

\* Une publication peut mesurer plusieurs instruments. Une publication peut également mesurer plus d'une fois le même instrument selon différents types d'effet (ex. : effet sur la consommation et effet sur le poids). Les effets désirés sont compilés à partir de chaque combinaison instrument type d'effet.

**Tableau A.6 Fréquence de mesures menant à des effets non désirés, selon le type d'instruments et le type d'effet**

N = 16 publications\*

Type d'effet	Taxes	Subventions pour achat	Subventions agricoles
Consommation d'aliments peu favorables à la santé	1	3	2
Nombre de calories consommées	0	3	0
Consommation d'aliments favorables à la santé	2	1	0
Mesure de poids (ex. : IMC ou tour de taille)	1	1	0
Mesure physiologique (ex. : diagnostic de diabète)	1	0	0
Qualité générale de l'alimentation	0	1	0
Prix des aliments	0	0	1
<b>Total</b>	<b>5</b>	<b>9</b>	<b>3</b>

\* Une publication peut mesurer plusieurs effets.

**Tableau A.7 Milieux visés par l'instrument (ou site de l'étude expérimentale)**

N = 168 publications

Instrument	Milieux visés (nb de publications)
Taxation des boissons sucrées	Laboratoire virtuel (1) Hôpital (1)
Subventions (ou rabais) pour l'achat d'aliments répondant à des critères nutritionnels	Épiceries (8) Laboratoire physique (7) Milieu scolaire (6) Laboratoire virtuel (4) Milieu de travail (2) Restaurant et casse-croûte (2) Hôpital (1)
Taxes nutritionnelles	Laboratoire physique (4) Laboratoire virtuel (2)
Subventions (ou rabais) pour l'achat de fruits et légumes	Épiceries (4) Marchés publics (2) Milieu de travail (1) Laboratoire virtuel (1)
Taxes nutritionnelles sur un ou des aliments (autres que les boissons sucrées)	Laboratoire physique (2) Laboratoire virtuel (1) Hôpital (1)
Taxes nutritionnelles sur les calories	Laboratoire physique (2) Laboratoire virtuel (1)
Distribution gratuite ou à prix réduit de fruits et légumes dans les écoles	Milieu scolaire (2)
Taxes nutritionnelles sur le gras	Laboratoire physique (1)
Coupons alimentaires (pour les ménages à faible revenu)	Épiceries (1) Marchés publics (1)
Subventions au milieu de garde pour repas ou collations	Milieu préscolaire (2)



services maladies infectieuses  
santé services  
et innovation microbiologie toxicologie prévention des maladies chroniques  
santé au travail innovation santé au travail impact des politiques publiques  
impact des politiques publiques développement des personnes et des communautés  
promotion de saines habitudes de vie recherche services  
santé au travail promotion, prévention et protection de la santé impact des politiques  
sur les déterminants de la santé recherche et innovation services de laboratoire et diagnostic  
recherche surveillance de l'état de santé de la population

[www.inspq.qc.ca](http://www.inspq.qc.ca)